

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES
SUR L'ENVIRONNEMENT

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Secrétariat et direction générale de
l'administration et des communications

Mars 2025

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES
SUR L'ENVIRONNEMENT

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Secrétariat et direction générale de
l'administration et des communications

Mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demandes de renseignements généraux

Réponses du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE)

1.	Voyages hors Québec
2.	Voyages en avion Conseil des ministres et cabinets au Québec
3.	Publicité, articles promotionnels et commandites
4.	Conférences de presse, évènements
5.	Formation en communication
6.	Contrats
7.	Appels d'offres publics
8.	Consultants externes
9.	Développements informatiques
10.	Hébergement de données
11.	Dépenses diverses
12.	Téléphonie, ordinateurs portables et tablettes électroniques
13 a)	Minorités visibles 35 ans et +
13 b)	Minorités visibles - de 35 ans
13 c)	Jours de maladie
13 d)	Réserve de maladie
13 e)	Heures supplémentaires
13 f)	Jours de vacances
13 g)	Réserve de jours de vacances
13 h)	Personnel double rémunération
13 i)	Effectifs par catégories d'emploi et par territoire
13 j)	Effectifs complexité
13 k)	Effectifs traitement supérieur
13 l)	Effectifs 5 prochains exercices
13 m)	Nombre employés permanents et temporaires
13 n)	Départs volontaires
13 o)	Postes abolis par ministère
13 p)	Effectif autorisé Loi 15
13 q)	Postes vacants
13 r)	Postes vacants (gel de recrutement)
14 a)	Départ à la retraite

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demandes de renseignements généraux

Réponses du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE)

14 b)	Remplacement selon PGRH
14 c)	Retraités à contrat
15.	Baux SQI
16.	Actifs immobiliers excédentaires
17.	Aménagement
18.	Membres du Cabinet
19.	Budget discrétionnaire
20.	Personnel hors structure
21.	Personnel en disponibilité
22.	Occasionnels mis à pied
23.	Personnel rémunéré M/O affecté ailleurs
24.	Abonnements
25.	Billets de saison, loges, club privé
26.	Site Internet
27.	Visites ministérielles et sous ministérielles
28.	Adjoints parlementaires
29.	Entités administratives créées, fusionnées, scindées, abolies
30.	Crédits périmés et gel de crédits
31.	Revenus autonomes et tarification
32.	Plan de réduction
33.	Transferts du gouvernement fédéral
34.	Primes au rendement et bonis
35.	Primes au rendement et bonis, Cabinet
36.	Primes de départ, allocation de transition
37.	Augmentations de salaire
38.	Reconduction des programmes existants
39.	Initiatives ou majoration programmes existants
40.	Dépenses en informatique et employés attitrés aux dossiers informatiques
41.	Taux d'absentéisme
42.	Cotisations à des associations
43.	Sondages
44.	Compensation émission de gaz à effet de serre

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demandes de renseignements généraux

Réponses du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE)

45.	Transfert d'emplois gouvernementaux en région
46.	Plan d'action personnes handicapées 2021-2024
47.	Stratégie gouvernementale de développement durable 2023-2028
48.	Rapport CSDEPJ
49.	Autre plan d'action ministériel ou interministériel
50.	Mesures de télétravail/travail à distance
51.	Remboursement matériel télétravail
52.	Soutien employés – santé mentale
53.	CT réunions
54.	Formations
55.	Concours et tirages
56.	Communications/affaires publiques
57.	Incidents de sécurité de l'information
58.	Rencontre planification stratégique
59.	Rémunération des stages
60.	Consultation autochtone
61.	Contrats conclus de gré à gré. Proportion et nombre
62.	Dépense PAE
63.	Dépenses implantation nouveau régime de dotation
64.	Amendes perçus 5 dernières années
65.	Contrat sous-traitance
66.	Services tarifés
67.	Actifs possédés meubles et immeubles
68.	Coûts de système
69.	Sommes versées dommages exemplaires
70.	Autorisation Art. 17, Loi sur les contrats
71.	Demandes d'accès à l'information
72.	Salaires versé sans fonction ou tâche assignée
73.	Comités formés par le Conseil exécutif et les MO

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR1	G17	N/A	N/A	Demandes de rétrocession espaces non occupés	Liste des demandes de rétrocession des espaces non occupés concernant des baux de location. Pour chacune des demandes et pour chaque bail, préciser : a) la date de la demande; b) l'adresse des locaux visés par la demande; c) la superficie totale du bail de location; d) la superficie non occupée du bail de location au moment de la demande; e) les économies visées; f) la réponse de la SQL ou du locateur en indiquant la date de la réponse.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 15.
NR2	G19	N/A	N/A	Portrait actifs excédentaires	Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 16.
NR3	G21	N/A	G19	Aménagement Cabinet	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2024-2025, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 17.
NR4	G47	N/A	N/A	Masse salariale	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2024-2025, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 37.
NR5	G52	N/A	N/A	Dépenses publicitaires - médias communautaires et Internet	Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ; b) le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 3
NR6	G58	N/A	N/A	Coût matériel télétravail	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.)	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR7	G59	N/A	N/A	Dépenses sécurité informatique	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR8	G60	N/A	N/A	Dépenses vidéoconférence	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) : a) la liste des contrats; b) le nom du fournisseur; c) le montant déboursé.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR9	G63	N/A	N/A	Contrats - firmes consultation	Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 ou ayant cours en 2024-2025 auprès d'une firme de consultation : a) la firme retenue; b) la copie du contrat; c) la date de fin prévue du contrat; d) la valeur prévue du contrat; e) les sommes dépensées à ce jour.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR10	G64	N/A	N/A	Postes abolis et mutés sous le régime du RQAP	Pour le ministère et chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer : a) le nombre de postes abolis alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de l'abolition du poste; b) le nombre de postes mutés alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de mutation du poste.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13o.
NR11	G72 Nouvelle	N/A	N/A	Contrats accordés à des entreprises américaines	Au sujet des contrats accordés à des entreprises américaines : a) Veuillez fournir la liste des contrats accordés à des entreprises américaines en 2024-2025; b) Veuillez fournir toute politique, communication ou consigne au sujet de la réduction des dépenses auprès des entreprises américaines en 2024-2025.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR12	N/A	G01	N/A	Postes ouverts et comblés	Nombre de postes ouverts pour l'année financière et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13i.
NR13	N/A	G02	N/A	Postes non comblés	Nombre de postes total et proportion de postes non comblés.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13q.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR14	N/A	G03	N/A	Nombre et proportion départs	Nombre de départs et proportion des départs pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13n.
NR15	N/A	G04 Nouvelle	N/A	Nombre de postes non pourvus gel d'embauche	Nombre de postes non pourvus en raison du gel du recrutement décrété le 1er novembre 2024 pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13r.
NR16	N/A	G06	N/A	Proportion femmes/hommes postes cadres supérieurs	Proportion de femmes et d'hommes dans les postes de cadres supérieurs.	Référez aux réponses des demandes de renseignements généraux numéro 13a et 13b.
NR17	N/A	G07	N/A	Proportion diversité postes cadres supérieurs	Proportion de personnes issues de la diversité dans les postes de cadres supérieurs	Référez aux réponses des demandes de renseignements généraux numéro 13a et 13b.
NR18	N/A	G08 Nouvelle	N/A	Proportion personnes cadres	Proportion de personnes cadres par rapport aux autres catégories d'emploi au courant des 5 dernières années.	Référez aux réponses des demandes de renseignements généraux numéro 13a et 13b.
NR19	N/A	G15	N/A	Acquisitions marchés publics 5 dernières années	Indiquer le montant et la proportion des acquisitions de marchés publics de votre ministère selon la provenance du bien ou service acquis, depuis 5 ans. Ventiler en biens et services.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR20	N/A	G17	N/A	Contrats - firmes consultation	Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils, notamment TACT, McKinsey, KPMG et NATIONAL; fournir lesdits contrats le cas échéant.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux 6.
NR21	N/A	G21	N/A	Superficie et dépenses - locaux utilisés	Indiquer la superficie et les dépenses encourues relativement aux locaux physiques utilisés par votre ministère, depuis 5 ans.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 15.
NR22	N/A	G30	N/A	Coût de reconduction des programme	Indiquer le coût de reconduction des programmes estimés depuis 5 ans.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 38.
NR23	N/A	G31	N/A	Effectifs par territoire	Énumérer chaque direction régionale, en indiquant le territoire couvert par celle-ci, la municipalité d'établissement, le titulaire du poste de direction et l'effectif équivalent à temps complet.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13i.
NR24	N/A	N/A	G06	Formation en communication Personnel politique	La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant : a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation; e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 5.
NR25	N/A	N/A	G11	Contrats cabinet	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2024-2025, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat; c) leur mandat et le résultat (rapport ou document final); d) le coût; e) l'échéancier; f) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR26	N/A	N/A	G16l	Postes par catégorie d'emploi	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13i.
NR27	N/A	N/A	G17c	Départs à la retraite prévus	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2024-2025 et les indemnités de retraite qui seront versées.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 14a.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR28	N/A	N/A	G25	Postes abolis par catégorie bureaux régionaux	Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2025-2026.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13o.
NR29	N/A	N/A	G26	Effectifs par catégorie d'emploi bureaux régionaux	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2025-2026, par mission.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13i.
NR30	N/A	N/A	G31	Nominations négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs	Nominations, pour 2024-2025, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée: a) la liste; b) les mandats; c) les contrats; d) le résultat du travail effectué; e) les échéances prévues; f) les sommes impliquées.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR31	G11	N/A	N/A	Utilisation de logiciels d'intelligence artificielle	Concernant l'utilisation de logiciels d'intelligence artificielle (IA) dans les ministères et organismes, veuillez nous fournir : a) la liste des projets visés et l'objectif visé par chacun de ces projets; b) les sommes investies pour l'utilisation ou la conception de logiciel utilisant l'IA; c) le coût des licences d'utilisation associées à des logiciels utilisant des système d'IA; d) la liste des contrats externes octroyés pour la mise en œuvre d'outils d'IA au sein des ministères et organismes et les firmes retenues pour les accomplir; e) les coûts d'entretien ou de mise à jour pour chacun de ces projets; f) le nombre d'employés (ETC) affectés à chacun de ces projets d'implantation de technologie d'IA; g) la liste des enjeux de sécurité liés à l'utilisation de fonctionnalités d'IA.	Question particulière qui doit être posée au ministère de la Cybersécurité et du Numérique.
NR32	G44a	N/A	G52	Programmes financés par le Fonds d'électrification et de changements climatiques	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : a) le Fonds d'électrification et de changements climatiques.	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR33	G44b	N/A	G53	Programmes financés par le Fonds des ressources naturelles	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : b) le Fonds Capital ressources naturelles et énergie.	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR34	G44c	N/A	N/A	Programmes financés par le Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : c) le Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques.	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR35	G44d	N/A	N/A	Programmes financés par le Fonds du Plan Nord	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : d) le Fonds du Plan Nord.	Question particulière à poser à la Société du Plan Nord.
NR36	G45	N/A	G54	Contrats service juridiques	Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NR37	G56a	N/A	N/A	Plan d'action gouvernemental pour soutenir Rouyn-Noranda 2023-2028	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : a) Plan d'action gouvernemental pour soutenir Rouyn-Noranda 2023-2028;	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NR38	G56aa	N/A	N/A	Politique gouvernementale de prévention en santé	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : aa) Plan d'action interministériel 2022-2025 de la Politique gouvernementale de prévention en santé;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR39	G56aaa	N/A	N/A	Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : aaa) Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR40	G56b	N/A	N/A	Plan d'action pour favoriser le respect et la civilité : unis pour la démocratie	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : b) Plan d'action pour favoriser le respect et la civilité : unis pour la démocratie;	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NR41	G56bb	N/A	N/A	Plan d'action Investissements étrangers et exportations 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : bb) Plan d'action pour la croissance des investissements étrangers et des exportations 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR42	G56bbb	N/A	N/A	Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : bbb) Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR43	G56c	N/A	N/A	Opération main d'œuvre Secteur prioritaires	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : c) Opération main-d'œuvre – Mesures ciblées pour certains secteurs prioritaires;	Question particulière à poser au de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NR44	G56cc	N/A	N/A	Plan d'action Agrotourisme et tourisme gourmand 2022-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : cc) Plan d'action pour la promotion internationale de l'agrotourisme et du tourisme gourmand 2022-2025;	Question particulière à poser au ministère des Relations internationales et de la Francophonie.
NR45	G56ccc	N/A	N/A	Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ccc) Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR46	G56d	N/A	N/A	Stratégie pour l'essor de la créativité numérique en culture 2023-2028	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : d) Stratégie pour l'essor de la créativité numérique en culture 2023-2028;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.
NR47	G56dd	N/A	N/A	Plan d'action Activités physiques, sportives et récréatives 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : dd) Plan d'action pour valoriser la pratique d'activités physiques, sportives et récréatives au Québec 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère des l'Éducation.
NR48	G56ddd	N/A	N/A	Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ddd) Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR49	G56e	N/A	N/A	Stratégie commune mission franco-québécoise découvrabilité contenus culturels francophones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : e) Stratégie commune de la mission franco-québécoise sur la découvrabilité des contenus culturels francophones;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.
NR50	G56ee	N/A	N/A	Plan d'action violence conjugale	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ee) Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et d'accroître la sécurité des victimes 2020-2025;	Question particulière à poser au Conseil du statut de la femme.
NR51	G56eee	N/A	N/A	Stratégie québécoise de recherche et d'investissement en innovation 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : eee) Stratégie québécoise de recherche et d'investissement en innovation 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR52	G56f	N/A	N/A	Stratégie québécoise de commémoration « Je me souviens »	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : f) Stratégie québécoise de commémoration « Je me souviens »;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.
NR53	G56ff	N/A	N/A	Plan de protection face aux inondations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ff) Plan de protection du territoire face aux inondations : des solutions durables pour mieux protéger nos milieux de vie;	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NR54	G56fff	N/A	N/A	Plan d'action - relance des exportations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : fff) Vision internationale du Québec et du Plan d'action pour la relance des exportations;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour le "Plan d'action pour la relance des exportations" et au ministère des Relations internationales et de la Francophonie pour la "Vision internationale du Québec".
NR55	G56g	N/A	N/A	Politique bioalimentaire 2018-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : g) Plan d'action de la Politique bioalimentaire;	Question particulière à poser au ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec.
NR56	G56gg	N/A	N/A	Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : gg) Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR57	G56ggg	N/A	N/A	Plan d'action en tourisme d'affaires 2023-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ggg) Plan d'action en tourisme d'affaires 2023-2026;	Question particulière à poser au ministère du Tourisme.
NR58	G56h	N/A	N/A	Politique mobilité durable 2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : f) Plan d'action de la Politique de mobilité durable 2030;	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NR59	G56hh	N/A	N/A	Plan d'agriculture durable 2020-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : hh) Plan pour une agriculture durable 2020-2030 et plans d'action régionnaux 2021-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec.
NR60	G56hhh	N/A	N/A	Plan d'action Avantage Saint-Laurent 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : hhh) Plan d'action Avantage Saint-Laurent 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NR61	G56ii	N/A	N/A	Plan pour une économie verte 2020-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ii) Plan pour une économie verte 2020-2030;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR62	G56iii	N/A	N/A	Plan d'action gouvernementale de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : iii) Plan d'action gouvernementale de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NR63	G56j	N/A	N/A	Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2020-2022 (prolongé jusqu'en 2024)	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : j) Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2020-2022 (prolongé jusqu'en 2024)	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NR64	G56jj	N/A	N/A	Plan nature 2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : jj) Plan nature 2030;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR65	G56jjj	N/A	N/A	Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024-2029	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : jjj) Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024- 2029;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NR66	G56k	N/A	N/A	Stratégie gouvernementale occupation et vitalité territoires 2025-2029	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : k) Stratégie gouvernementale pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires 2025-2029	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NR67	G56kk	N/A	N/A	Plan québécois en entrepreneuriat 2022-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : kk) Plan québécois en entrepreneuriat 2022-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR68	G56kkk	N/A	N/A	Plan pour la langue française	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : kkk) Plan pour la langue française;	Question particulière à poser au ministère de la Langue française.
NR69	G56l	N/A	N/A	Plan d'action 2023-2024 élaboré par les partenaires de la Table Justice-Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : l) Plan d'action 2024-2025 élaboré par les partenaires de la Table Justice-Québec;	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NR70	G56ll	N/A	N/A	Valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ll) Plan québécois pour la valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR71	G56m	N/A	N/A	Plan d'action pour contrer l'intimidation et cyberintimidation 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : m) Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de la Famille.
NR72	G56mm	N/A	N/A	Plan de mise en valeur du territoire public 2022-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : mm) Plan de mise en valeur du territoire public 2022-2026;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR73	G56nn	N/A	N/A	Politique culturelle du Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : nn) Politique culturelle du Québec;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.
NR74	G56o	N/A	N/A	Plan d'action Sécurité civile - inondations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : o) Plan d'action en matière de sécurité civile relatif aux inondations;	Question particulière à poser au ministère de la Sécurité publique.
NR75	G56oo	N/A	N/A	Rapport Groupe d'action contre le racisme	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : oo) Rapport « Le racisme au Québec, Tolérance Zéro » du Groupe d'action contre le racisme;	Question particulière à poser au Bureau de coordination de la lutte contre le racisme.
NR76	G56p	N/A	N/A	Rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : p) Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs;	Question particulière à poser au ministère de la Sécurité publique.
NR77	G56q	N/A	N/A	Plan d'action Simplification démarches administratives - décès 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : q) Plan d'action gouvernemental de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR78	G56qq	N/A	N/A	Rapport accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : qq) Rapport du Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale « Rebâtir la confiance »;	Question particulière à poser au Conseil du statut de la femme.
NR79	G56r	N/A	N/A	Plan d'action économie sociale 2020- 2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : r) Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR80	G56rr	N/A	N/A	Enquête nationale - femmes et filles autochtones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : rr) Recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées;	Question particulière à poser au Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuits.
NR81	G56s	N/A	N/A	PAGAC	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : s) Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NR82	G56ss	N/A	N/A	Suivi de recommandations - Commission des autochtones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ss) Recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens);	Question particulière à poser au Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuits.
NR83	G56t	N/A	N/A	Plan d'action allègement réglementaire et admin. 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : t) Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR84	G56tt	N/A	N/A	Stratégie d'aménagement durable des forêts	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : tt) Stratégie d'aménagement durable des forêts;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR85	G56u	N/A	N/A	Plan d'action Lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées 2022- 2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : u) Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR86	G56uu	N/A	N/A	Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers 2018-2023	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : uu) Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR87	G56v	N/A	N/A	Plan d'action gouvernemental 2024- 2029 – La fierté de vieillir	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : v) Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR88	G56vv	N/A	N/A	Stratégie gouvernementale de cybersécurité et numérique 2024-2028	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : vv) Stratégie gouvernementale de cybersécurité et numérique 2024-2028;	Question particulière à poser au ministère de la Cybersécurité et du Numérique.
NR89	G56w	N/A	N/A	Reconnaissance des compétences - personnes immigrantes	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : w) Plan d'action interministériel concerté en reconnaissance des compétences des personnes immigrantes;	Question particulière à poser au ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.
NR90	G56ww	N/A	N/A	Stratégie maritime 2015- 2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ww) Stratégie maritime 2015-2030;	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR91	G56x	N/A	N/A	Plan d'action - Prévenir, réduire et traiter	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : x) Plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter »;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR92	G56xx	N/A	N/A	Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : xx) Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois;	Question particulière à poser au ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec.
NR93	G56y	N/A	N/A	Plan d'action itinérance 2021-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : y) Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR94	G56yy	N/A	N/A	Stratégie nationale de production de bois	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : yy) Stratégie nationale de production de bois;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR95	G56z	N/A	N/A	Plan d'action santé mentale 2022-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : z) Plan d'action interministériel en santé mentale 2022-2026;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR96	G56zz	N/A	N/A	Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : zz) Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR97	N/A	G11	N/A	Véhicules	Fournir le budget concernant la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région, en indiquant : a) le nombre total de véhicules; b) le nombre de véhicules hybrides rechargeables; c) le nombre de véhicules électriques.	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NR98	N/A	G13	N/A	Analyse différenciée selon les sexes	Fournir le budget réservé à la réalisation d'analyses différenciées selon les sexes (ADS+). Donner le budget de ces analyses en ETC ou le montant des contrats octroyés.	Question particulière à poser au Conseil du statut de la femme.
NR99	N/A	G14	N/A	Dépenses PNSC 5 dernières années	Indiquer les dépenses encourues par votre ministère dans le cadre des missions prévues au Plan national de sécurité civile (PNSC) du gouvernement du Québec dans lesquelles le ministère est impliqué depuis 5 ans.	Question particulière à poser au ministère de la Sécurité publique.
NR100	N/A	G22	N/A	Dépenses soutien législatif	Indiquer les dépenses encourues pour le soutien législatif apporté par votre ministère dans le développement et l'étude des différentes législations adoptées.	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NR101	N/A	G32	N/A	Sommes versées dommages et intérêts	Total des sommes versées à titre de dommages et intérêts par l'État à la suite de poursuites judiciaires dans lesquelles le gouvernement était représenté par le procureur général du Québec. Lister les 10 causes ayant entraîné les plus grandes sommes.	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NR102	N/A	N/A	G09	Contrats santé publique	Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant : a) le nom du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'état de prestation des services; e) l'échéancier.	Question particulière qui doit être posée au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR103	N/A	N/A	G45	Déplacés de leur fonction suite aux changements de gouvernement	Pour 2024-2025, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.	Question particulière à poser au ministère du Conseil exécutif.
NR104	N/A	N/A	G50	ETC Stratégie maritime	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026.	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NR105	N/A	N/A	G51	Budget Stratégie maritime	Ventilation du budget du ministère consacrée à la Stratégie maritime pour 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026.	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR106	G14h	N/A	G16g	Plaintes harcèlement psychologique	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR107	G49	N/A	N/A	Liste de tous les rapports, études, avis, analyses, enquêtes	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2024-2025 en indiquant pour chacun : a) le sujet ; b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé ; c) les coûts reliés à sa réalisation ; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR108	G55	N/A	N/A	Objectifs exemplarité Charte de la langue française	Copie des objectifs d'exemplarité et des indicateurs permettant de mesurer l'atteinte de ceux-ci en vertu de l'article 13.1 de la Charte de la langue française;	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR109	G69	N/A	N/A	Listes des cartes de crédits	Veuillez nous fournir la liste des cartes de crédits dans le ministère et ou l'organisme en indiquant le titulaire de la carte et son titre. Pour chacune des cartes de crédits, veuillez nous fournir les relevés de carte pour l'année courante.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR110	N/A	G05	N/A	Proportion postes télétravail	Proportion de postes ayant accès au télétravail pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère, ventilée par le nombre de journées autorisées.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR111	N/A	G09	N/A	Nombre postes absents manque de places service de garde	Nombre de postes dont le titulaire habituel est absent en raison d'un manque de places en service de garde.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR112	N/A	G23	N/A	Nombre de membres ordre professionnel	Indiquer le nombre de membres d'un ordre professionnel, par ordre.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR113	N/A	G25	N/A	Personnes affectés aux enquêtes et surveillance de l'application de la loi	Indiquer le personnel affecté aux enquêtes et à la surveillance de l'application de la loi.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR114	N/A	G28	N/A	Bilan des efforts de diminution GES	Indiquer le bilan des efforts de diminution d'émission de GES au sein du ministère ou de l'organisme.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR115	N/A	N/A	G36	Ententes gouvernement fédéral et provinces	La liste des ententes et leur nature, signées en 2024-2025 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR116	N/A	N/A	G47	Ententes de confidentialité - projets de loi, des politiques, des stratégies, etc.	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR117	N/A	N/A	G55	Actes répréhensibles	Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2024-2025, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).†	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2024-2025 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour ;
- b) la copie des programmes et rapports de mission ;
- c) les personnes rencontrées ;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.) ;
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission ;
- f) pour les organismes, le nom des dirigeants et fonctionnaires concernés ;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant ;
 - les détails de ces ententes ;
 - les résultats obtenus à ce jour ;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;

Aucun voyage hors Québec en 2024-2025.

Les renseignements concernant les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du BAPE en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 18).

<https://www.bape.gouv.qc.ca/fr/bape/contrats-engagements-financiers>.

QUESTION GÉNÉRALE N° 2

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d’organismes pour 2024-2025 :

- a) les raisons du déplacement ;
- b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour ;
- c) les coûts ventilés ;

IDENTIFICATION		DESCRIPTION			COÛT
NOM	FONCTION	ITINÉRAIRE	DATE	RAISON DU VOYAGE	
Martin Lessard	Vice-président du BAPE	Aller-retour : Québec – Rouyn-Noranda	Du 13 au 15 août 2024	Participer à titre de commissaire à la rencontre préparatoire du mandat d’audience publique sur le projet Horne 5 à Rouyn-Noranda	1 461,39 \$
Martin Lessard	Vice-président du BAPE	Aller-retour : Québec – Rouyn-Noranda	Du 27 au 30 août 2024	Participer à titre de commissaire à la première partie du mandat d’audience publique sur le projet Horne 5 à Rouyn-Noranda	1 393,96\$
Martin Lessard	Vice-président du BAPE	Aller-retour : Québec – Rouyn-Noranda	Du 30 septembre au 4 octobre 2024	Participer à titre de commissaire à la deuxième partie du mandat d’audience publique sur le projet Horne 5 à Rouyn-Noranda	1 925,62\$
Total :					4780,97\$

Données au 31 janvier 2025.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du BAPE en vertu du *Règlement sur la diffusion d’information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 17). <https://www.bape.gouv.qc.ca/fr/bape/contrats-engagements-financiers/>

IDENTIFICATION		DESCRIPTION			Transport	Allocation forfaitaire	Frais d’hébergement	Frais de repas	Total
NOM	FONCTION	ITINÉRAIRE	DATE	RAISON DU VOYAGE					
Joseph Zayed	Membre	Aller-retour : Montréal – Rouyn- Noranda	Du 27 au 30 août 2024	Première partie des audiences publiques du projet Horne 5 à Rouyn-Noranda	6 368,84 \$	1 457,83 \$	3 403,20 \$		11 229,87 \$
Geneviève Meloche	Membre externe;								
Pierre Batellier.	Analyste.								
Martin Lessard	VP du BAPE;	Aller-retour : Montréal – Rouyn- Noranda							
Mathieu Giroux;	Coordonnateur								
Josiane Ouellet;	Conseillère en communication								
Julie Crochetière	Analyste;								
Émilie Batailler	Analyste.								
Joseph Zayed	Membre	Aller-retour : Montréal – Rouyn- Noranda	Du 30 septembre au 4 octobre 2024	Deuxième partie des audiences publiques du projet Horne 5 à Rouyn-Noranda	5 729,9 \$	1 132,86 \$	3 261,40 \$	250,00 \$	10 374,16 \$
Geneviève Meloche	Membre externe								
Pierre Batellier	Analyste								
Martin Lessard	VP du BAPE	Aller-retour : Montréal – Rouyn- Noranda							
Mathieu Giroux;	Coordonnateur;								
Josiane Ouellet.	Conseillère en communication								

Données au 31 janvier 2025

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 17). <https://www.bape.gouv.qc.ca/fr/bape/contrats-engagements-financiers/>

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur les réseaux sociaux et sur les sites Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2024-2025, et les prévisions pour 2025-2026 ;
- b) les noms des firmes de publicité retenues ;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ;
- d) le but visé par chaque dépense ;
- e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire ;
- f) les nom des fournisseurs, incluant les contrat de photographie;
- g) la répartition du placement média en indiquant le coût par média ainsi que la date de diffusion;
- h) le rapport de statistiques sur la portée et la clientèle visée et l'atteinte des objectifs ou toute évaluation réalisée de l'impact de la campagne.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du BAPE en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 24). <https://www.bape.gouv.qc.ca/fr/bape/contrats-engagements-financiers/>

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site internet du BAPE. <https://www.bape.gouv.qc.ca/fr/bape/contrats-engagements-financiers/> Pour les contrats de 25 000 \$ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré.

QUESTION GÉNÉRALE N° 4

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des dépenses pour l’organisation et la tenue de conférences de presse, d’événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément:

Par le cabinet ministériel:

- a) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement ;
- b) le but visé par chaque dépense ;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement ;
- d) si l'événement s'est tenu virtuellement;

Par le ministère ou l’organisme:

- e) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement ;
- f) le but visé par chaque dépense ;
- g) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement ;
- h) si l'événement s'est tenu virtuellement;

Par un professionnel ou par une firme externe :

- i) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement ;
- j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité ;
- k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d’octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié) ;
- l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s’il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc. ;
- m) le but visé par chaque dépense ;
- n) le nombre total et liste d’événements ventilé par type d’événement.
- o) si l'événement s'est tenu virtuellement;

DATE	BUT DES BREFFAGES MÉDIAS	Fournisseur	COÛTS
31 octobre 2024	Projet de construction du parc éolien de la Haute-Chaudière dans la MRC du Granit	Communication CNW Québec inc.	250 \$
2 mai 2024	Projet de reconstruction du pont Gédéon-Ouimet (autoroute 15) entre Laval et Boisbriand	Communication CNW Québec inc.	250 \$
16 avril 2024	Projet d’aménagement d’une cannebergière à Sainte-Anne-de-Sorel	Communication CNW Québec inc.	250 \$
29 avril 2024	Projet Horne 5 à Rouyn-Noranda par Ressources Falco Ltée	Communication CNW Québec inc.	250 \$

Données au 31 janvier 2025.

QUESTION GÉNÉRALE N° 5

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

La liste des dépenses en formation de communication, en incluant et en indiquant celles du cabinet ministériel :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement ;
- b) le but recherché par chaque dépense ;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie ;

Données par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026 ;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications ;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ;
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu ;
- h) le but visé par chaque dépense ;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Fournisseur	Titre de la formation	Coûts
Forum de la communication gouvernementale	Rédiger pour le Web avec l'outil d'intelligence artificielle Jasper : une panacée?	0 \$
	Utiliser l'IA pour gagner en efficacité sur les réseaux sociaux, tout en restant humain et empathique	0 \$
Office québécois de la langue française (OQLF)	Rédiger épïcène, pour des écrits plus inclusifs	0 \$
Secrétariat à la communication gouvernementale (SCG)	Gestion d'un intranet efficace : comment planifier, rédiger et publier ?	0 \$
	Tout un changement ! De la refonte de l'intranet à une stratégie des communications internes 360.	0 \$
Léger	Webinaire : Étude DGTL 2025 - Comportements et préférences sur les médias sociaux	0 \$
Téluc	Baccalauréat ès arts par cumul de certificats ou mineures : - Communication et environnements organisationnels (3 crédits)	441 \$
	Baccalauréat ès arts par cumul de certificats ou mineures : - Droits et enjeux de la communication (3 crédits)	416 \$
	Total	857 \$

Données au 31 janvier 2025

L'information fournie en réponse à cette question est en partie incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du BAPE en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (article 4, paragraphes 22 et 23)*. <https://www.bape.gouv.qc.ca/fr/bape/contrats-engagements-financiers/>

QUESTION GÉNÉRALE N° 6

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2024-2025, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

NOM DU FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT	MODE D'OCTROI
Air Canada	Billet d'avion pour l'équipe- période d'information publique - Projet Horne 5 à Rouyn-Noranda par Ressources Falco Ltée	1 852,50	Gré à gré
Air Canada	Billet d'avion pour l'équipe- rencontre préparatoire audience publique - Projet Horne 5 à Rouyn-Noranda par Ressources Falco Ltée	3 629,90	Gré à gré
Air Canada	Billet d'avion pour l'équipe -1ere partie audience publique - Projet Horne 5 à Rouyn-Noranda par Ressources Falco Ltée	4 862,11	Gré à gré
Air Canada	Billet d'avion pour l'équipe-2e partie audience publique - Projet Horne 5 à Rouyn-Noranda par Ressources Falco Ltée	3 855,80	Gré à gré
ASD Corpo inc.	Service de sonorisation - Période d'infomation publique - Projet de construction d'un pont au-dessus de la rivière Batiscan sur la route 138	2 984,00	Appel d'offres sur invitation

NOM DU FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT	MODE D'OCTROI
Association des professionnels en accès à l'information et en protection de la vie privée (AAPI)	Programme de formation en traitement des demandes d'accès aux documents et aux renseignements personnels (ADRP)-OPQ. Le rôle et les responsabilités en ADRP en lien avec les obligations légales.	3 802,55	Gré à gré
Association québécoise pour l'évaluation d'impacts(AQÉI)	Contribution financière afin de permettre à l'AQÉI de réaliser le volet 4 du programme " Mieux communiquer les évaluations environnementales"	20 000,00	Gré à gré
Bordage, Gilles (traducteur)	Révision linguistique du rapport - audience publique - Projet éolien Des Neiges- Secteur Charlevoix	1 653,00	Gré à gré
Bordage, Gilles (traducteur)	Révision linguistique du rapport - audience publique - Projet de création du parc national des Dune-de-Tadoussac	1 827,00	Gré à gré
Bordage, Gilles (traducteur)	Révision linguistique du rapport - audience publique - Projet Horne 5 à Rouyn-Noranda par Ressources Falco Ltée	2 436,00	Gré à gré
CIM Créateur d'évènement	Location de salle - audience publique - Projet d'agrandissement du lieu d'enfouissement technique de Mont-Laurier	5 000,00	Gré à gré
Compugen inc.	Utilisation du logiciel Commvault (copie de sauvegarde) pour un an	10 893,28	Gré à gré
Cossette Média inc.	Avis public - audience publique - Projet de parc éolien Pohénégamook-Picard-Saint-Antonin-Wolastokuk dans les MRC de Kamouraska, Témiscouata et Rivière-du-Loup	1 623,05	Gré à gré
Cossette Média inc.	Avis public -Consultation ciblée - Projet de reconstruction du pont Gédéon-Ouimet sur l'autoroute 15 entre Laval et Boisbriand	2 336,11	Gré à gré
Cossette Média inc.	Avis public -audience publique - Programme décennal de dragage d'entretien au port de Gros-Cacouna	1 217,29	Gré à gré
Druide Informatique inc.	accès au mise-à-jour d'Antitode pour une période de 36 mois	1 980,00	Gré à gré
Duoson multimédia inc.	Sonorisation et traduction simultanée - audience publique - Projet Horne 5 à Rouyn-Noranda par Ressources Falco Ltée (rencontre avec une communauté autochtone)	13 667,32	Gré à gré

NOM DU FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT	MODE D'OCTROI
Épilobe Média	Service de sonorisation - Période d'infomation publique - Projet éolien Des Neiges - Secteur Charlevoix	1 950,00	Gré à gré
Épilobe Média	Service de sonorisation - audience publique- Projet éolien Des Neiges - Secteur Charlevoix	16 325,00	Gré à gré
Esri Canada Limited	Licence 1 an d'un logiciel de cartographie	1 220,00	Gré à gré
FDTpro inc.	Feuille de temps 60 utilisateurs pour 1 an	3 950,00	Gré à gré
GoSecure inc.	Mise-à-jour Xstream Protection 1 an	1 285,00	Gré à gré
GoSecure inc.	Utilisation d'un an d'un logiciel de Détection des vulnérabilités	3 950,00	Gré à gré
Groupe Méga-Scène	Service de sonorisation - 1ere partie audience publique - Projet de parc éolien Pohénégamook-Picard-Saint-Antonin-Wolastokuk dans les MRC de Kamouraska, Témiscouata et Rivière-du-Loup	12 865,00	Gré à gré
Holiday Inn Laval Montréal	Location de salle - Consultation ciblée - Projet de reconstruction du pont Gédéon-Ouimet sur l'autoroute 15 entre Laval et Boisbriand	6 200,00	Gré à gré
Hôtel Levesque	Location de salle - 1 ere partie audience publique - Projet de parc éolien Pohénégamook-Picard-Saint-Antonin-Wolastokuk dans les MRC de Kamouraska, Témiscouata et Rivière-du-Loup	1 950,00	Gré à gré
Hôtel Levesque	Location de salle - 2e partie audience publique - Projet de parc éolien Pohénégamook-Picard-Saint-Antonin-Wolastokuk dans les MRC de Kamouraska, Témiscouata et Rivière-du-Loup	1 950,00	Gré à gré
Hôtel Levesque	Location de salle - 1 ere partie audience publique - Programme décennal de dragage d'entretien au port de Gros-Cacouna	1 300,00	Gré à gré
Hôtel Levesque	Location de salle - 2e partie audience publique - Programme décennal de dragage d'entretien au port de Gros-Cacouna	1 000,00	Gré à gré

NOM DU FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT	MODE D'OCTROI
Hypertec Systèmes inc.	Acquisition de 10 casques d'écoute	2 740,00	Gré à gré
Hypertec Systèmes inc.	Achat de 5 ordinateurs portables	10 830,40	Gré à gré
Idéart consultant inc.	Transcription sténographique - consultation ciblée - Projet de construction du parc éolien de la Haute-Chaudière dans la MRC du Granit	14 250,00	Gré à gré
ITI inc.	Achat de pares-feux avec licence d'un an	20 778,14	Appel d'offres sur invitation
Lampron, Mathieu (002)	Production visuelle afin d'accompagner le lancement du projet de bande dessinée sur le BAPE	6 400,00	Gré à gré
Long Point First Nation	Location de salle rencontre autochtone - audience publique - Projet Horne 5 à Rouyn-Noranda par Ressources Falco Ltée	3 300,00	Gré à gré
MaSténo s.e.n.c.	Transcription sténographique - audience publique - Projet d'aménagement d'une cannebergière sur le territoire de la municipalité de Sainte-Anne-de-Sorel	15 000,00	Gré à gré
MaSténo s.e.n.c.	Transcription sténographique - audience publique - Projet de valorisation des matières dangereuses résiduelles à l'aide d'un procédé thermique de désorption thermique anaérobie à Contrecoeur	15 000,00	Gré à gré
MaSténo s.e.n.c.	Transcription sténographique - audience publique - Projet d'agrandissement du lieu d'enfouissement technique de Mont-Laurier	11 000,00	Gré à gré
Méga-Scène inc.	Service de sonorisation - 2e partie audience publique - Projet de parc éolien Pohénégamook-Picard-Saint-Antonin-Wolastokuk dans les MRC de Kamouraska, Témiscouata et Rivière-du-Loup	12 865,00	Gré à gré
Méga-Scène inc.	Service de sonorisation- Période d'information publique - Programme décennal de dragage d'entretien au port de Gros-Cacouna	5 591,00	Gré à gré
Méga-Scène inc.	Service de sonorisation- Période d'information publique - Projet de parc éolien de la Madawaska	4 441,00	Gré à gré

NOM DU FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT	MODE D'OCTROI
Métronomie ltée	Service de sonorisation- Période d'infomation publique - Projet éolien Canton MacNider	1 850,00	Gré à gré
MPAV services audiovisuels	Service de sonorisation- Période d'infomation publique - Projet de construction du parc éolien de la Haute-Chaudière dans la MRC du Granit	4 995,00	Appel d'offres sur invitation
Municipalité de Sainte-Anne-de-Sorel	Location de salle - audience publique -1ere partie Projet d'aménagement d'une cannebergière sur le territoire de la municipalité de Sainte-Anne-de-Sorel	1 950,00	Gré à gré
Municipalité de Sainte-Anne-de-Sorel	Location de salle - audience publique - 2e partie Projet d'aménagement d'une cannebergière sur le territoire de la municipalité de Sainte-Anne-de-Sorel	1 950,00	Gré à gré
Muni-Spec Mont-Laurier	Location de salle et service de sonorisation - Période d'infomation publique - Projet d'agrandissement du lieu d'enfouissement technique de Mont-Laurier	1 020,00	Gré à gré
Musée d'art contemporain de Baie-Saint-Paul, Le	Location de salle - audience publique - Projet éolien Des Neiges - Secteur Charlevoix	4 310,00	Gré à gré
Noranda, Hôtel & Spa, Le	Location de salle et service de sonorisation - rencontre préparatoire, audience publique - Projet Horne 5 à Rouyn-Noranda par Ressources Falco Ltée	4 067,00	Gré à gré
Noranda, Hôtel & Spa, Le	Location de salle et service de sonorisation -1ere partie audience publique - Projet Horne 5 à Rouyn-Noranda par Ressources Falco Ltée	18 216,00	Gré à gré
Noranda, Hôtel & Spa, Le	Location de salle et service de sonorisation -2e partie audience publique - Projet Horne 5 à Rouyn-Noranda par Ressources Falco Ltée	12 036,00	Gré à gré
Petit théâtre du vieux Noranda, Le	Location de salle et service de sonorisation période d'information publique - Projet Horne 5 à Rouyn-Noranda par Ressources Falco Ltée	1 970,00	Gré à gré
P.O.B. sténographes officiels	Transcription sténographique - Consultation ciblée - Projet de reconstruction du pont Gédéon-Ouimet sur l'autoroute 15 entre Laval et Boisbriand	5 220,00	Gré à gré
P.O.B. sténographes officiels	Transcription sténographique - audience publique - Projet Horne 5 à Rouyn-Noranda par Ressources Falco Ltée	15 036,50	Gré à gré

NOM DU FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT	MODE D'OCTROI
Production Spec-Tech inc.	Service de sonorisation- Période d'information publique - Projet d'installation d'équipements de séparation de l'air sur le territoire du parc industriel et portuaire de Bécancour	2 295,00	Appel d'offres sur invitation
Productions Giard, Les	Service de sonorisation - audience publique - Programme décennal de dragage d'entretien au port de Gros-Cacouna	15 587,40	Gré à gré
Productions Mégamix inc.	Service de sonorisation- Période d'information publique - Projet de reconstruction du pont Gédéon-Ouimet sur l'autoroute 15 entre Laval et Boisbriand	3 473,39	Gré à gré
Productions Mégamix inc.	Service de sonorisation - Consultation ciblée - Projet de reconstruction du pont Gédéon-Ouimet sur l'autoroute 15 entre Laval et Boisbriand	7 489,00	Gré à gré
Productions O'Tech inc.	Service de sonorisation - Période d'information publique - Projet d'aménagement d'une cannebergère sur le territoire de la municipalité de Sainte-Anne-de-Sorel	1 270,00	Appel d'offres sur invitation
Productions O'Tech inc.	Service de sonorisation - Période d'information publique - Projet de valorisation des matières dangereuses résiduelles à l'aide d'un procédé thermique de désorption thermique anaérobie à Contrecoeur	1 425,00	Gré à gré
Productions O'Tech inc.	Service de sonorisation - 1ère partie audience publique - Projet d'aménagement d'une cannebergère sur le territoire de la municipalité de Sainte-Anne-de-Sorel	10 630,00	Gré à gré
Productions O'Tech inc.	Service de sonorisation - 2e partie audience publique - Projet d'aménagement d'une cannebergère sur le territoire de la municipalité de Sainte-Anne-de-Sorel	10 630,00	Gré à gré
Productions O'Tech inc.	Service de sonorisation - 1ère partie audience publique - Projet de valorisation des matières dangereuses résiduelles à l'aide d'un procédé thermique de désorption thermique anaérobie à Contrecoeur	11 280,00	Gré à gré
Productions O'Tech inc.	Service de sonorisation - 2e partie audience publique - Projet de valorisation des matières dangereuses résiduelles à l'aide d'un procédé thermique de désorption thermique anaérobie à Contrecoeur	10 370,00	Gré à gré
Révizio - Agence Linguistique Professionnelle inc.	Révision linguistique du rapport - audience publique - Projet de parc éolien Pohénégamook-Picard-Saint-Antonin-Wolastokuk dans les MRC de Kamouraska, Témiscouata et Rivière-du-Loup	1 100,00	Gré à gré
Riopel, Gagnon, Larose & associés	Transcription sténographique - audience publique - Programme décennal de dragage d'entretien au port de Gros-Cacouna	6 500,00	Gré à gré

NOM DU FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MONTANT	MODE D'OCTROI
Segma Recherche	Création et animation de groupes de discussion au sujet d'une trousse de participation citoyenne	23 500,00	Gré à gré
Société en commandite 140 Grande Allée Est	achat de 30 puces d'accès à l'édifice du 140 Grande Allée Est	1 200,00	Gré à gré
Sténo MMM S.E.N.C.	Transcription sténographique - audience publique - Projet de parc éolien Pohénégamook-Picard-Saint-Antonin-Wolastokuk dans les MRC de Kamouraska, Témiscouata et Rivière-du-Loup	15 000,00	Gré à gré
Sténo MMM S.E.N.C.	Transcription sténographique - audience publique - Projet éolien Des Neiges - Secteur Charlevoix	14 250,00	Gré à gré
Traductions Alain Gélinas inc.	Traduction pour les communautés autochtones- audience publique - Projet Horne 5 à Rouyn-Noranda par Ressources Falco Ltée	5 000,00	Gré à gré
Turgeon, Isabelle (services linguistiques)	Révision linguistique du rapport - audience publique - Projet d'aménagement d'une cannebergière sur le territoire de la municipalité de Sainte-Anne-de-Sorel	1 550,00	Gré à gré
Turgeon, Isabelle (services linguistiques)	Révision linguistique du rapport - audience publique - Projet de valorisation des matières dangereuses résiduelles à l'aide d'un procédé thermique de désorption thermique anaérobie à Contrecoeur	1 250,00	Gré à gré
Université Laval	Expert Martin Grenon sollicité dans le cadre du mandat d'audience publique sur le projet Horne 5	7 425,00	Gré à gré
Ville de Contrecoeur	Location de salle -audience publique - Projet de valorisation des matières dangereuses résiduelles à l'aide d'un procédé thermique de désorption thermique anaérobie à Contrecoeur	5 418,00	Gré à gré

Données au 31 janvier 2025

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://seao.gouv.qc.ca>. De plus, pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site du BAPE <https://www.bape.gouv.qc.ca/fr/bape/contrats-engagements-financiers/>

QUESTION GÉNÉRALE N° 7

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune ;
 - b) la grille d'évaluation des soumissions ;
 - c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;
 - d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat ;
 - e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.
-

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec :

<https://www.seao.gouv.qc.ca/>.

QUESTION GÉNÉRALE N° 8

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2024-2025 :

- a) la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement ;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale) ;
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants ;
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé ;
- e) une description de son mandat ;
- f) la date de début de son contrat ;
- g) la date prévue de fin de son contrat ;
- h) sa rémunération annuelle.

Toutes les ressources du BAPE sont des employés du gouvernement ou des personnes nommées par décret.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec :

<https://www.seao.gouv.qc.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site du BAPE.

<https://www.bape.gouv.qc.ca/fr/bape/contrats-engagements-financiers/>

QUESTION GÉNÉRALE N° 9

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet ;
- b) la nature du projet ;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu) ;
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet ;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet ;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière ;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet ;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates ;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour ;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet ;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.
- m) le nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2024-2025.

Le BAPE n'a aucun projet qualifié de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatique en 2024-2025.

Pour les sous-questions a), b), d), e), f), g) et i), l'information sur les projets informatiques de plus de 500 000 \$ est disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca>.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Concernant l'hébergement de données infonuagique, fournir :

- a) les coût estimés par année;**
 - b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données ;**
 - c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité ;**
 - d) la liste des fournisseurs ;**
 - e) une copie du plan de déploiement.**
-

a) les coûts estimés par année

Elle est déjà répondue par d'autres sous-questions de cette même question.

b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données

Le BAPE a dépensé 87 884 \$ pour l'hébergement de données :

- 18 272 \$ pour son infrastructure
- 35 513 \$ pour les outils de collaboration
- 23 206 \$ pour Dynamics 365, Système de mission pour la gestion de dossier
- 10 893 \$ pour des copies de sauvegarde.

(Données au 31 janvier 2025).

c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité

Aucun

d) la liste des fournisseurs

Les informations concernant la liste des fournisseurs et des prestataires de services qualifiés par appel d'intérêt en infonuagique est disponible sur Internet à l'adresse suivante:

<https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/gouvernement/faireaffaire/Appels d offres et acquisitions/Courtier en infonuagique/LI prestataires qualifies AO courtier.pdf>

e) une copie du plan de déploiement

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2024-2025, ventilé par mois de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie ;
- b) le mobilier de bureau ;
- c) l'ameublement ;
- d) la décoration et l'embellissement incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes;
- e) le distributeur d'eau de source ;
- f) le remboursement des frais de transport ;
- g) le remboursement des frais d'hébergement ;
- h) le remboursement des frais de repas ;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes ;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. au Québec ;
 - II. à l'extérieur du Québec.

Type de dépense	Dépense totale pour l'organisme
Photocopie ⁽¹⁾	8 258 \$
Mobilier de bureau	0 \$
La décoration et l'embellissement incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes	0 \$
Distributeurs d'eau de source	0 \$
Remboursement des frais de transport, d'hébergement et de repas ⁽²⁾	
– Frais de transport (automobile, train, taxi, etc.)	34 019 \$
– Frais d'hébergement	32 938 \$
– Remboursement rapports de frais ⁽³⁾	28 593 \$
Remboursement des frais d'alcool et de fêtes	0 \$
L'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement ⁽⁴⁾	
– a) au Québec (Frais d'inscription et frais de déplacement)	18 762 \$
– b) à l'extérieur du Québec	0 \$

Données au 31 janvier 2025.

- 1. Inclus la location des photocopieurs, l'achat de papier pour les photocopieurs et les impressions de rapport.
- 2. Ces frais sont à 93 % imputables aux déplacements liés à la mission du BAPE soit pour les mandats de période d'information publique, d'enquête, d'audience publique ou de consultation ciblée. Ces frais n'inclut pas les allocations de séjour prévues au décret des membres du Bureau.
- 3. Ces frais inclut en général les remboursements de frais de repas ou les indemnités que les employés ont droit. Ils peuvent inclure le remboursement de certains frais de transports.
- 4. Inclus les dépenses liées aux formations.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2024-2025, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le coût des contrats téléphoniques ;
- b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu ;
- e) le nombre de téléphones cellulaires et téléphone intelligent;
- f) le coût d'acquisition des appareils ;
- g) le coût d'utilisation des appareils ;
- h) les noms des fournisseurs ;
- i) les ordinateurs portables ;
- j) les iPad ou autre type de tablette électronique.

	2024-2025
b) Le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme	0 \$
c) Le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme	72 \$
d) Les coûts de résiliation, s'il y a lieu	0 \$

Données au 31 janvier 2025.

Les sous-questions e), i) et j) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits

Pour les sous-questions a), f), g), h), l'information fournie en réponse à ces questions est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du BAPE en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 25). <https://www.bape.gouv.qc.ca/fr/bape/contrats-engagements-financiers/>

QUESTION GÉNÉRALE N° 13 a),b),c),d),e) et f)

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 :

- a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus;**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

- b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins;**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

- c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

- d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

- e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) ;**
– **le coût moyen par employé, selon la classe de travail.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

- f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION GÉNÉRALE N° 13 g),h),i),j) et k)

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

- g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

- h) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;**

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

- i) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

- j) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

- k) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION GÉNÉRALE N° 13 l),m),n),o),p), et q)

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

l) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

m) le nombre d'employés permanents et temporaires;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

n) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

o) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;

Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.

p) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

q) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés des effectifs, ventilation par région.

Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

- r) le nombre de postes demeurés vacants en raison des mesures de contrôle des dépenses (gel de recrutement) décrétées par le gouvernement du Québec le 1er novembre 2024.**

Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.

QUESTION GÉNÉRALE N° 14

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2024-2025 et les prévisions pour l'année 2025-2026 de :

- a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées ;**
 - b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines ;**
 - c) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.**
-

- a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

- b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.**

Aucun remplacement effectué en 2024-2025.

- c) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.**

Aucun

QUESTION GÉNÉRALE N° 15

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2024-2025 en indiquant pour chacun d’eux :

- a) l’emplacement de la location ;
- b) la superficie totale pour chaque local loué ;
- c) le coût total de ladite location ;
- d) les coûts d’aménagement, de rénovation réalisée depuis le 1^{er} avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés ;
- e) la durée du bail ;
- f) le propriétaire de l’espace loué ;
- g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation;
- h) la superficie totale réellement occupée ;
- i) la superficie inoccupée ;
- j) le coût de location au mètre carré ;
- k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Aménagement :	Au 31 janvier 2025 : coût d’aménagement 72 773 \$
	Coût d’aménagement réalisé en 2019-2020 de 1 033 432,44 \$ sera amorti sur 15 ans à partir du 1 ^{er} avril 2020 (79 388,52 \$/an)
Durée du bail :	Début du bail 2020-01-01 pour 10 ans avec l’option de renouvellement de 5 ans
Coût de résiliation	Aucune résiliation

Les sous-questions h), i), j), et k) ne semblent pas pertinentes à l’étude des crédits

Pour les sous-questions a) l'emplacement de la location, b) la superficie totale pour chaque local loué, c) le coût total de ladite location et f) propriétaire de l'espace loué, l'information est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du BAPE en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 27).

<https://www.bape.gouv.qc.ca/fr/bape/contrats-engagements-financiers/>

QUESTION GÉNÉRALE N° 16

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2024-2025, fournir:

- a) la liste des actifs excédentaires inoccupés;**
- b) la valeur estimée de ceux-ci;**
- c) les coûts d'entretien annuel**
- d) le nombre de pieds carrés de ceux-ci.**

Le BAPE n'a aucun actif immobilier excédentaire.

QUESTION GÉNÉRALE N° 17

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2024-2025, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

- a) les dates des travaux ;**
- b) les coûts ;**
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.**

Aucun aménagement fait pour la haute direction du BAPE en 2024-2025.

QUESTION GÉNÉRALE N° 18

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2024-2025, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant ;
- b) le titre de la fonction ;
- c) l'adresse du port d'attache ;
- d) la masse salariale totale par cabinet ;
- e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés ;
- f) la prime de départ versée, le cas échéant ;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève ;
- h) la description de tâches ;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2024-2025 ;
- j) le nombre total d'employés au cabinet ;
- k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée ;
- l) si l'employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.*

Ne s'applique pas au BAPE.

QUESTION GÉNÉRALE N° 19

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des sommes d'argent versées en 2024-2025, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne ;
- b) la circonscription électorale ;
- c) le montant attribué ;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du BAPE en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 26).
<https://www.bape.gouv.qc.ca/fr/bape/contrats-engagements-financiers/>

QUESTION GÉNÉRALE N° 20

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne ;**
- b) le poste occupé ;**
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant ;**
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle ;**
- e) la date de l'assignation hors structure ;**
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu ;**
- g) les prévisions pour 2025-2026.**

Il n'y a pas de personnel hors structure au BAPE.

QUESTION GÉNÉRALE N° 21

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial ;**
- b) le salaire ;**
- c) le poste actuel, s'il y a lieu ;**
- d) la date de la mise en disponibilité ;**
- e) les prévisions pour 2025-2026.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION GÉNÉRALE N° 22

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2024-2025, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.) ;**
- b) par catégorie d'âge ;**
- c) prévisions pour 2025-2026.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION GÉNÉRALE N° 23

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne ;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme ;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant ;
- d) l'assignation initiale ;
- e) l'assignation actuelle ;
- f) la date de l'assignation hors structure ;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Aucun

QUESTION GÉNÉRALE N° 24

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2024-2025, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun ;
- b) le fournisseur ;
- c) la nature du service;
- d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à se demande.

Ventiler le montant total par catégories.

Abonnements	COÛTS 2024-2025
Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)	862,50 \$
Total :	862,50 \$

Données au 31 janvier 2025.

QUESTION GÉNÉRALE N° 25

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'évènements sportifs et culturels, les billets d'évènements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Aucune

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web ;
 - b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site ;
 - c) les coûts de construction du site ;
 - d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour ;
 - e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement) ;
 - f) le nombre de visiteur («hits») par mois ;
 - g) nombre de visiteurs uniques mensuellement ;
 - h) les coûts liés à la réservation de noms de domaines;
 - i) la fréquence moyenne de mise à jour ;
 - j) le responsable du contenu sur le site.
-

BAPE

(www.bape.gouv.qc.ca)

Conception, refonte et justification

- Aucune conception ou refonte du site Web en 2024-2025

Contenu, entretien et mise à jour

- La mise à jour sont réalisés à l'interne.
- La dépense d'entretien et d'hébergement pour l'exercice 2024-2025 assuré par ITI (revendeur Microsoft Azure) est de 4540 \$.
- En juin 2023, un contrat de 12 mois a été conclu avec Sigmund afin d'effectuer la mise à jour d'Umbraco pour passer de la version 7 à la version 12 ainsi que le déplacement d'une composante technologique qui permettra au BAPE d'être plus autonome dans ses modifications. Le contrat est de maximum 82 940 \$ (0 \$ en 2024-2025).
- Coûts liés à la réservation du nom de domaine en 2024-2025 : 114 \$ (MCN).
- Données au 31 janvier 2025.

ENTENTE DE COOPÉRATION FRANCE-QUÉBEC (BAPE-CNCE-CNDP)

(www.participation-du-public.net)

Contenu, entretien et mise à jour :

- L'entente prévoit que le BAPE assure l'entretien de base et le fonctionnement du site Web et les organismes celui de leur contenu spécifique.
- La dépense de l'exercice pour l'hébergement du site est assumée à même le coût d'hébergement du site Web du BAPE par ITI.
- Coûts liés à la réservation du nom de domaine en 2024-2025 : 22,74 \$ (OVH).

QUESTION GÉNÉRALE N° 27

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour 2024-2025, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :

- a) les régions et les villes visitées ;
- b) les personnes et organismes rencontrées ;
- c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants ;
- d) les raisons du déplacement ;
- e) l'itinéraire et les dates du départ et /ou du retour ;
- f) les coûts ventilés ;
- g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

Ne s'applique pas au BAPE.

QUESTION GÉNÉRALE N° 28

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2024-2025 :

- a) le détail des mandats;
- b) le coût (déplacements, etc.) ;
- c) le nombre de ressources affectées ;
- d) le nombre de rencontres ;
- e) le nombre d'ETC affectés à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre ;
- f) l'objet ;
- g) les dates.

Ne s'applique pas au BAPE.

QUESTION GÉNÉRALE N° 29

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION GÉNÉRALE N° 30

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2025-2026.

L'information concernant la *Politique de financement des services publics* sera présentée au Rapport annuel 2024-2025 des ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 32

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour 2024-2025 et prévision 2025-2026.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION GÉNÉRALE N° 33

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2024-2025, ainsi que les prévisions pour 2025-2026 et 2026-2027, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Aucune

QUESTION GÉNÉRALE N° 34

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2024-2025, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

Aucun boni au rendement n'a été versé en 2024-2025.

QUESTION GÉNÉRALE N° 35

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2024-2025 le montant total des primes au rendement, des ajustements salariaux non-récurrents et des bonis versés au personnel de cabinet.

Ne s'applique pas au BAPE.

QUESTION GÉNÉRALE N° 36

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2024-2025, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Aucune prime de départ en 2024-2025.

QUESTION GÉNÉRALE N° 37

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2024-2025 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION GÉNÉRALE N° 38

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2024-2025 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2025-2026. Pour chacun de ces programmes existants en 2024-2025, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2025-2026, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du Trésor.

QUESTION GÉNÉRALE N° 39

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION GÉNÉRALE N° 40

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

- a) la dépense totale (opération et capital) ;
 - b) les grands dossiers en cours ;
 - c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques ;
 - d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI ;
 - e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.
-

a) la dépense totale (opération et capital);

Selon les informations disponibles dans la planification annuelle en ressources informationnelles (PARI) 2024-2025 : 903 800 \$

b) les grands dossiers en cours;

Le BAPE n'a aucun grand projet en cours.

Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet – <https://www.tableaubordprojetri.gouv.qc.ca/>).

c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits

d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;

L'information recherchée se retrouve à l'adresse Internet suivante:
<https://www.donneesquebec.ca/recherche/dataset/portrait-de-la-main-d-oeuvre-en-ti-de-la-fonction-publique-du-quebec>"

e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

L'information recherchée se retrouve à l'adresse Internet suivante:
<https://www.donneesquebec.ca/recherche/dataset/portrait-de-la-main-d-oeuvre-en-ti-de-la-fonction-publique-du-quebec>"

QUESTION GÉNÉRALE N° 41

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2024-2025 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations ;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation ;
- c) le nombre d'employé ayant bénéficié du paiement des cotisations.

Ordres ou corporations professionnels	COÛTS 2024-2025	Nombre d'employé
Barreau du Québec – Cotisation annuelle 2024-2025 ⁽¹⁾	3 873	2
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec	1 227	1

Données au 31 janvier 2025

1. Remboursement en conformité avec tout autre document lié aux conditions de travail permettant le paiement de ces cotisations.

Cotisation à des associations	COÛTS 2024-2025	Nombre d'employé
Association québécoise pour l'évaluation d'impacts (AQEI)	950 \$	12
Association des professionnels en accès à l'information et en protection de la vie privée	905 \$	4
Regroupement de réseaux en santé de personnes au travail (RRSPT)	509 \$	
Total :	2 364 \$	

Données au 31 janvier 2025.

En conformité avec la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor.

QUESTION GÉNÉRALE N° 43

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour tout sondage ou enquête d’opinion réalisés par le ministère ou l’organisme, indiquer :

- a) La date ;
- b) La nature ;
- c) Les questions posées ;
- d) Les réponses ;
- e) La firme retenue ;
- f) Les coûts.

Nom de la firme	Sujet	Dépenses 2024-2025
Segma Recherche	Création et animation de groupes de discussion au sujet d'une trousse de participation citoyenne.	23 500 \$
Stratégie Développement Organisationnel (Strado)	Sondages auprès des employés portant sur différents thèmes en lien avec la gestion des ressources humaines en application du plan stratégique (contrat de 39 750 \$ signé en 2023-2024).	13 250 \$

Données au 31 janvier 2025.

QUESTION GÉNÉRALE N° 44

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.

Aucun

QUESTION GÉNÉRALE N° 45

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région :

- a) fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2024-2025;**
- b) le nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transférés en région en 2024-2025 en précisant la région d'origine et la région de destination;**
- c) le nombre d'emplois transférés en région depuis le 1er octobre 2018.**

L'information fournie en réponse à cette question est diffusée à l'adresse suivante:
<https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/regionalisation> .

QUESTION GÉNÉRALE N° 46

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenu dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure :

e) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2024-2027 ;

Aucune dépense en 2024-2025.

Le plan d'action à l'égard des personnes handicapées est disponible sur le site internet du BAPE. <https://www.bape.gouv.qc.ca/fr/bape/documents-administratifs-et-reglementaires/>

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure :

m) Plan d'action de développement durable 2023-2028.

Nom de la firme	Sujet	Dépenses 2024-2025
Segma Recherche	Création et animation de groupes de discussion au sujet d'une trousse de participation citoyenne. Ce contrat fait partie des actions que nous menons pour nous aider à rejoindre des publics sous-représentés dans nos travaux	23 500 \$

Donnée au 31 janvier 2025

L'état d'avancement des mesures pour l'année 2024-2025 sera présenté au Rapport annuel de gestion 2024-2025 du BAPE

Le Plan d'action de développement durable est disponible sur le site internet du BAPE.
<https://www.bape.gouv.qc.ca/fr/bape/documents-administratifs-et-reglementaires/>

QUESTION GÉNÉRALE N° 48

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure :

ss) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION GÉNÉRALE N° 49

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de :

III) tout autre plan d'action ministériel ou interministériel pour lequel le ministère ou l'organisme est impliqué.

L'information concernant tout autre plan d'action ministériel ou interministériel se retrouve notamment au Rapport annuel de gestion ainsi qu'au Plans annuels de gestion des dépenses des ministères et des organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 50

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance en 2024-2025 au sein du ministère ou de l'organisme :

- a) nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme;**
- b) nombre d'employés au total en ayant bénéficié;**
- c) nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2025;**
- d) proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié ;**
- e) nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine, 2 jours par semaine, 3 jours par semaine, 4 jours par semaine, 5 jours par semaine.**

Depuis le 4 avril 2022, l'exercice du télétravail dans la fonction publique québécoise est encadré par la Politique-cadre en matière de télétravail qui peut être consultée à l'adresse suivante: https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/politique-cadre/Politique_cadre_teletravail.pdf .

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

Dépenses par le BAPE en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail (\$).

	Dépenses au 31 janvier 2025
Montant remboursé aux employés	314,27 \$

Prendre note que depuis le 1er janvier 2023, la compensation financière pour le télétravail est Considérée comme un avantage imposable.

*Le matériel de télétravail admissible pour le remboursement aux employés est : écran, clavier, souris, lampe de lecture, bureau de travail, etc., conformément à la directive du Secrétariat du Conseil du trésor annoncée en février 2022.

QUESTION GÉNÉRALE N° 52

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2024-2025 :

- a) les sommes dépensées;**
 - b) les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.**
-

a) Somme dépensées;

Dépense de 6 499,51 \$ au 31 janvier 2025 pour le programme d'aide aux employés.

b) Sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

Aucune dépense en 2024-2025.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.gouv.qc.ca> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site du BAPE. <https://www.bape.gouv.qc.ca/fr/bape/contrats-engagements-financiers/>

QUESTION GÉNÉRALE N° 53

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des CT réunions en indiquant qui a fait la demande (cabinet, sous-ministre, ministère), la liste des personnes présentes, les coûts et le nom des fournisseurs.

Date	Description	Fournisseur	Coût
13 juin 2024	Rencontre avec l'ensemble du personnel du BAPE	Équilibre traiteur	694 \$

QUESTION GÉNÉRALE N° 54

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2024-2025. Indiquer :

- a) le lieu ;
- b) le coût ;
- c) la ou les dates de participation ;
- d) le nombre de participants ;
- e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité ;
- f) le nom de la formation ou de l'activité.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du BAPE en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 22 et 23) <https://www.bape.gouv.qc.ca/fr/bape/contrats-engagements-financiers/>

QUESTION GÉNÉRALE N° 55

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2024-2025 :

- a) la liste de tous les concours et tirages réalisés ;**
- b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix ;**
- c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours ;**
- d) la liste des concours qui ont pris fin.**

Aucun

QUESTION GÉNÉRALE N° 56

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2024-2025 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques ;**
- b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques ;**
- c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes ;**
- d) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2024-2025 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.**

-
- a) Le BAPE compte, au 31 janvier 2025, 17 personnes incluant 2 stagiaires dont les tâches comportent notamment pour s'occuper des relations de presse pour tous les mandats confiés par le Ministre et du service aux citoyens.
 - b) Le BAPE n'a aucune dépense spécifique de fonctionnement pour la direction des communications. Les montants dépensés sont directement imputés aux mandats.
 - c) Ne semble pas pertinent à l'étude des crédits.
 - d) Se référer à la demande générale 06

QUESTION GÉNÉRALE N° 57

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour le ministère et chacun de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer :

- a) le nombre d'incidents de sécurité de l'information ;**
- b) le type d'incidents ;**
- c) les sommes dépensées en gestion des incidents.**

En ce qui a trait à l'information recherchée, nous vous informons que ces renseignements sont confidentiels au sens de l'article 28.1 de la Loi sur l'accès.

QUESTION GÉNÉRALE N° 58

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Veillez nous fournir la liste des rencontres de planification stratégique de type « lac-à-l'épaule » tenues par le ministère ou l'organisme en indiquant :

- a) Les dates;**
 - b) L'endroit précis;**
 - c) La liste des personnes présentes;**
 - d) L'ordre du jour;**
 - e) Les procès-verbaux;**
 - f) Les coûts détaillés (frais de location, d'hébergement, repas, déplacement, location d'équipement, conférencier, etc.)**
-

Aucune rencontre de type « lac-à-l'épaule ».

QUESTION GÉNÉRALE N° 59

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages.

- a) Nombre de stagiaires reçus ;**
 - b) Heures de stages effectués ;**
 - c) Rémunération totale déboursée.**
-

a) Nombre de stagiaires reçus

2 stagiaires

b) Heures de stages effectué

ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits

c) Rémunération totale déboursée

4 572,28 \$ au 31 janvier 2025.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones.

a) Fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.

Mandat confié au BAPE	Représentant	Nations représentées	Objet	Coûts
Projet Horne 5 à Rouyn-Noranda par Ressources Falco Ltée	Long Point First Nation	ALGONQUINS	2 Séances publiques dans la communauté Traduction des communiqués, des faits saillants et du rapport en un clin d’œil	18 914 \$

QUESTION GÉNÉRALE N° 61

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://seao.gouv.qc.ca> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site du BAPE. <https://www.bape.gouv.qc.ca/fr/bape/contrats-engagements-financiers/>

QUESTION GÉNÉRALE N° 62

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « Programme d'aide aux employés » (PAE) depuis 5 ans.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION GÉNÉRALE N° 63

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42^e législature.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION GÉNÉRALE N° 64

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.

Le BAPE ne perçoit pas d'amendes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 65

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://seao.gouv.qc.ca> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site du BAPE. <https://www.bape.gouv.qc.ca/fr/bape/contrats-engagements-financiers/>

QUESTION GÉNÉRALE N° 66

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2024-2025 des ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 67

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Indiquer la valeur des actifs possédés ; meubles et immeubles.

Le BAPE ne possède aucun immeuble.

La valeur nette des biens meubles est de 17 419,83 \$ au 31 janvier 2025.

QUESTION GÉNÉRALE N° 68

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION GÉNÉRALE N° 69

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Total des sommes versées à titre de dommages exemplaires ou punitifs pour l'ensemble des jugements rendus.

L'information recherchée est disponible sur le site Internet de la Société québécoise d'information juridique à l'adresse suivante: <https://soquij.qc.ca/a/fr>.

QUESTION GÉNÉRALE N° 70

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2024-2025 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations ;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi ;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé ;
- e) les motifs de la demande.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.gouv.qc.ca>.

QUESTION GÉNÉRALE N° 71

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2024-2025 :

- a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- b) le nombre de refus (avec mention de la raison de l'article);
- c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport annuel 2024-2025 des ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 72

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour 2024-2025, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions ;**
- b) fournir la liste des salaires versés.**

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

QUESTION GÉNÉRALE N° 73

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Aucun.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES
SUR L'ENVIRONNEMENT

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Secrétariat et direction générale de
l'administration et des communications

Mars 2025

ÉTUDE DES CREDITS 2025-2026

Demande de renseignements particuliers de l’Opposition officielle

Réponses du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

BAPE

Les questions suivantes **ont été répondues** aux annexes suivantes :

1.	Liste des employés, liste des personnes qui ont été nommées ou renouvelées et frais de déplacement, voyage et représentation
2.	Sommes dépensées pour l’informatique et les technologies de l’information
3.	Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l’achat, l’aménagement, la décoration et les travaux divers
4.	Campagnes de publicité et de sensibilisation
5.	Subvention
6.	Nombre d’employés affectés aux communications et/ou affaires publiques
7.	Créances et/ou amendes à recouvrer
18.	L’évolution des budgets régionaux ou dévolus aux bureaux régionaux
19.	Comités interministériels et autres
20.	Comité consultatif jeunesse
21.	Communautés autochtones

QUESTION PARTICULIÈRE N° 1

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour 2024-2025, indiquer :

- a) la liste des employé(e)s et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils et elles occupent et leur rémunération ;
- b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV ;
- c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

Liste des membres du conseil d'administration

Le BAPE n'a pas de conseil d'administration.

La liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV

Membre à temps plein (Information au 31 janvier 2024)	Durée du mandat	Date de début	Date de fin	Échelle traitement 2 avril 2022
FORTIN, Marie-Eve	5 ans	2024-10-04	2029-10-03	113 451 \$ - 153 155 \$
LESSARD, Martin Vice-présidente	5 ans	2024-04-02	2029-04-01	130 732\$ - 169 950 \$
MORISSETTE, Antoine	3 ans	2022-05-31	2025-05-30	113 451 \$ - 153 155 \$
Roy, Alain R., président	5 ans	2023-07-03	2028-07-02	144 249 \$- 187 521\$
ZAYED, Joseph	3 ans	2023-09-03	2026-09-02	113 451 \$ - 153 155 \$

Membres additionnels à temps partiel			
NOM, PRÉNOM	Durée du mandat	Date de début de mandat	Date de fin de mandat
ALLAIRE, Michel	3 ans	4 septembre 2022	3 septembre 2025
ANDRÉ, Pierre	3 ans	30 mars 2022	29 mars 2025
BÉNARD, Jacques	3 ans	7 mars 2025	6 mars 2028
DÉRIGER, Louis	3 ans	7 mars 2025	6 mars 2028
FLEURY LAROUCHE, Ursula	3 ans	30 mars 2022	29 mars 2025
GENDRON, Corinne	5 ans	3 septembre 2023	2 septembre 2028
HÉBERT, Jean ¹	3 ans	4 septembre 2022	3 septembre 2025
LANMAFANKPOTIN, Georges	3 ans	14 décembre 2022	13 décembre 2025
MAGNAN, Pierre	3 ans	30 mars 2022	29 mars 2025
MCKAY, Scott	3 ans	4 septembre 2022	3 septembre 2025
MELOCHE, Geneviève	3 ans	7 mars 2025	6 mars 2028
PAUL, Mireille	3 ans	7 mars 2025	6 mars 2028
RACINE, Valérie	3 ans	7 mars 2025	6 mars 2028
RENAUD, Pierre	3 ans	30 mars 2022	29 mars 2025
ST-MICHEL, Linda	3 ans	7 mars 2025	6 mars 2028
THIBAUT-BÉDARD, Prunelle	3 ans	7 mars 2025	6 mars 2028

Données couvrant du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025

1. Mandat non-renouvelé au 31 janvier 2025.

Les noms des membres additionnels à temps partiel ayant contribué à la réalisation de mandats en 2024-2025 apparaissent en caractères gras. Les honoraires pour une journée de 7 heures sont de 704 \$ à titre de président de commission et de 668,8 \$ à titre de commissaire. La rémunération des membres additionnels à temps partiel du Bureau d’audiences publiques sur l’environnement est fixée par décret (805-2001).

La rémunération totale versée aux membres additionnels en 2024-2025 s’élève à 422 203 \$ (donnée au 31 janvier 2025).

LISTE DES EMPLOYES REGULIERS, OCCASIONNELS, ETUDIANTS ET STAGIAIRES
AU 31 JANVIER 2024

CATÉGORIE D'EMPLOI	NOMBRE D'EMPLOYÉS	ÉCHELLE DE TRAITEMENT AU 1 AVRIL 2024	
		MINIMUM	MAXIMUM
PERSONNEL D'ENCADREMENT			
630 Cadre	4	96 209 \$	151 728 \$
PROFESSIONNEL ET JURISTE			
105 Chef du service du soutien à la gestion - expert	1	54 040 \$	99 864 \$
104 Agent d'information	6	52 835 \$	98 182 \$
105 Agent de recherche	9	52 835 \$	98 182 \$
105 Agent de recherche - expert	1	58 119 \$	108 000 \$
108 Analyste informatique et des procédés adm. - expert	2	58 119 \$	108 000 \$
108 Analyste informatique et des procédés adm.	2	52 835 \$	98 182 \$
113 Biologiste	3	54 917 \$	102 145 \$
115 Avocat et notaire	1	64 984 \$	131 006 \$
124 Spécialiste en sciences physiques	3	54 917 \$	102 145 \$
TECHNICIEN			
264 Technicien en administration	11	44 744\$	62 806 \$
265 Technicien en arts appliqués et graphiques	1	42 827 \$	60 140 \$
272 Technicien en informatique	2	44 744\$	62 806 \$
PERSONNEL DE BUREAU			
221 Agent de secrétariat	5	42 060 \$	55 647 \$
ETUDIANT ET STAGIAIRE			
104 Agent d'information	2	52 835 \$	52 835 \$
TOTAL	53		

Frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation

Les frais de représentation

Titre	2024-2025 Selon les données au 31 janvier 2025
Président (Maximum annuel autorisé : 2 415 \$)	156 \$
Vice-président (Maximum annuel autorisé : 2 415 \$)	21\$
Cadres (3 personnes)	143 \$

Allocation de séjour

Titre	2024-2025 Au 31 janvier 2025
Alain R. Roy, Président	17 355 \$
Joseph Zayed, membre à temps plein	17 355 \$

Frais de déplacement, de repas et de voyage (pour l'ensemble du personnel)⁽¹⁾

Titre	2024-2025 Selon les données au 31 janvier 2025
Remboursement de frais de voyage (Repas, indemnités forfaitaires, peut inclure occasionnellement des frais d'hébergement et de transport)	28 593 \$
Hébergement	32 938 \$
Transport	34 019 \$

1. Ces frais sont à 93% imputables aux déplacements liés à la mission du BAPE soit pour les mandats : de période d'information publique, d'audience publique, de médiation ou de consultation ciblée.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 2

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Sommes dépensées en 2024-2025 (et prévisions pour 2025-2026) par le ministère et chacun de ses organismes pour l’informatique et les technologies de l’information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s’il s’agit d’achat de logiciels ou de licences, de matériel, d’entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CAG/ITQ).

Exercice 2024-2025

Type	Coût total \$	Acquisition de biens \$	Services internes \$	Services CAG/MCN \$	Services externes \$
Matériel	4 852	4 852			
Logiciels/licence	103 446	103 446			
Autres biens capitalisés	16 233	16 233			
Télécommunication et téléphonie	25 866			10 208	15 658
Entretien	19 079	18 745		333	
Services	11 066			4 423	6 643
Total - Fonctionnement et immobilisation	180 542	143 277	0	14 964	22 301
Rémunération personnel en TI	346 889		346 889		
Total	527 430	143 277	346 889	14 964	22 301

Les dépenses présentées sont en date du 31 janvier 2025. Selon les informations disponibles dans la planification annuelle en ressources informationnelles, les dépenses prévues sont de 903 800 \$.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 3

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et les travaux réalisés en 2024-2025.

Aucun mandat en 2024-2025.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 4

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2024-2025 :

- a) le nom de toutes les campagnes ;**
- b) les coûts de ces campagnes ;**
- c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ;**
- d) les dates de diffusion de la campagne ;**
- e) les objectifs visés par chaque campagne.**

Aucune campagne de publicité et de sensibilisation réalisée par le BAPE.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 5

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subvention, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2024-2025 :

- a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention;
- b) le nom du ou des organismes bénéficiaires;
- c) le montant qui leur a été accordé.

Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme et les raisons du rejet.

Ne s'applique pas au BAPE

QUESTION PARTICULIÈRE N° 6

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2024-2025 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques ;**
 - b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques ;**
 - c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes ;**
 - d) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2024-2025 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées ;**
 - e) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2024-2025 au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.**
-

- a) Le BAPE compte, au 31 janvier 2025, 17 personnes incluant 2 stagiaires dont les tâches comportent en partie de s'occuper des relations de presse pour tous les mandats confiés par le Ministre.
- b) Le BAPE n'a aucune dépense spécifique de fonctionnement pour la direction des communications. Les montants dépensés sont directement imputés aux mandats.
- c) Ne semble pas pertinent à l'étude des crédits.
- d) Se référer à la demande générale 06.
- e) Ne s'applique pas au BAPE.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 7

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour l'année 2024-2025, l'âge de ces créances (ventilé par année) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2025-2026.

Ne s'applique pas au BAPE

QUESTION PARTICULIÈRE N° 18

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Indiquer l'évolution des budgets régionaux ou dévolus aux bureaux régionaux du ministère et ses organismes en 2024-2025.

Ne s'applique pas au BAPE

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Indiquer la liste de tous les comités interministériels, comités de directions, comités de suivi, comités conjoints, comités-conseils, comités consultatifs, comités de vigilance, et autres comités ou groupes de travail auxquels ont participé le ministère et ses organismes en 2024-2025. Indiquer, pour chacun :

- a) le(s) mandat(s) ;
- b) la liste des membres (incluant les membres externes, observateurs ou provisoires) ;
- c) les rencontres tenues en 2024-2025 ;
- d) les résultats détaillés des rencontres tenues en 2024-2025 ;
- e) les rencontres prévues en 2025-2026 avec l'objet et l'échéancier.

Comité	Son mandat	Liste des membres
Comité – mieux communiquer les évaluations environnementales	Les travaux de ce comité consistent à réfléchir aux moyens pouvant être déployés pour : • Mieux faire connaître la pratique de l'évaluation environnementale au Québec; • Assurer une meilleure compréhension du rôle des principaux intervenants du domaine; • Vulgariser la méthodologie et les rapports d'étude d'impact afin de permettre leur meilleure compréhension par tous les lecteurs; • Faciliter la participation des parties prenantes au processus d'évaluation environnementale; • Bonifier la compréhension des enjeux environnementaux et sociaux par les décideurs; • Réduire l'opacité des études d'impacts pour en faire de véritables outils de prise de décision collective. Rencontre(s) en 2024-2025 : aucune rencontre	MELCC, BAPE, MÉI, ACÉI, MTQ, HQ, Télug, INRS-ETE, WSP, SNC, Tetrattech, Pesca, AMQ, CRE Montréal, AQÉI, ACS
Comité interministériel du développement durable (CIDD)	Présidé par le sous-ministre adjoint au développement durable du MELCC, le CIDD est formé de gestionnaires de haut niveau (sous-ministres adjoints ou adjointes, sous-ministres associés ou associées ou leur équivalent), qui accompagnent le ministère dans la réalisation des mandats que lui confie la Loi sur le développement durable. Mandat : - Établir des orientations communes pour la poursuite de la démarche gouvernementale de développement durable. - Participer à la mise en œuvre de la Stratégie gouvernementale de développement durable et à son suivi en contribuant, notamment, à l'élaboration et à la validation d'indicateurs, de même qu'à la production et à l'approbation des états d'avancement périodiques et des rapports de mise en œuvre requis par la Loi sur le développement durable. - Déterminer ou suivre des mesures pour favoriser une meilleure harmonisation et la complémentarité des	MELCC,MCC,MFA,MJQ,MSSS,MSP,MAP AQ,MEI,MÉES,MTESS,MERN, MIFI,MAMH,MFQ,MFFP,MRIF,MTQ, MCE,MTOU,SCT, BAnQ,BAPE,CAG,CCQ,CNESST, CPTAQ,CCQF,FADQ,FRQ (3), HydroQc,Invest-Qc, ISQ,INESSS, Loto-Qc,Régie Énergie OPC,OPHQ,RAMQ,RBQ,ARQ,

Comité	Son mandat	Liste des membres
	interventions menées dans l'administration publique afin de créer une convergence à un haut niveau pour atteindre les cibles gouvernementales fixées. - Déterminer des mesures pour favoriser l'intégration du développement durable et de ses principes dans les politiques, les plans et les programmes du gouvernement, en considérant les contextes administratifs et financiers dans lesquels évoluent les ministères et organismes. - Informer les membres des nouveaux enjeux liés au développement durable, définir des actions structurantes d'envergure gouvernementale ou soutenir leur mise en œuvre, afin d'agir au besoin au-delà des thèmes véhiculés dans la Stratégie. - Contribuer à la promotion de la démarche gouvernementale de développement durable aux échelles nationale et internationale dans le cadre des interventions du gouvernement. - Jouer un rôle-conseil à l'égard du Forum des sous-ministres sur des sujets stratégiques qui requièrent des décisions de haut niveau. Rencontre(s): 3 à 4 par année	Recyc-Qc, Retraite-Qc, SAAQ, SAQ, SÉPAQ, STQ, SHQ, SCCQ, SPN SQR, SQDC, TEQ
Comité interministériel en éducation au développement durable	Mandat: Sous la responsabilité de la Direction des politiques du ministère de l'Éducation (MEQ), le comité interministériel en éducation au développement durable se réunit au minimum deux fois par année. Il est composé de ministères et organismes ayant déjà créé du matériel pédagogique en lien avec le développement durable (pilier environnemental et pilier social). Responsabilités: Les attributions spécifiques des membres du comité interministériel sont les suivantes : • Assister à au moins deux rencontres annuelles; • Brosser un portrait du matériel pédagogique en lien avec le développement durable produit par les ministères et organismes; • Informer le MEQ de tout nouveau matériel pédagogique produit en lien avec le développement durable; • Accepter le partage du matériel pédagogique avec le réseau scolaire; • Discuter des meilleures pratiques de diffusion et de promotion du matériel; • Le cas échéant, le MEQ pourra également soutenir les ministères ou organismes qui souhaitent développer du matériel, notamment en établissant des liens avec le réseau scolaire. Rencontres tenues en 2024-2025 : à venir	MAPAQ, MERN, MELCCFP, BAPE, Commission de la capitale nationale du Québec, CDPDJ, Élections Québec, Hydro-Québec, INMQ, RECYC-QUÉBEC, SEPAQ, Télé-Québec

QUESTION PARTICULIÈRE N° 20

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Démarches effectuées en 2024-2025 pour l'établissement d'un comité consultatif jeunesse et celles qui sont planifiées pour 2025-2026.

Ne s'applique pas au BAPE

QUESTION PARTICULIÈRE N° 21

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Indiquer la liste des consultations menées par le ministère et les organismes auprès des communautés autochtones en 2024-2025. Ventiler par sous-ministériat et par organisme et indiquer pour chacun :

- a) l'objet des consultations ;
- b) le moyen utilisé ;
- c) les dates de rencontres ;
- d) les communautés et les personnes consultées ;
- e) les résultats des consultations ;
- f) les montants afférents ;
- g) les rencontres à venir au cours de l'exercice financier 2025-2026.

Les consultations publiques du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) n'ont pas pour objectif de satisfaire l'obligation constitutionnelle de consulter et, s'il y a lieu, d'accommoder les autochtones, cette obligation incombant à la Couronne.

Les commissions du BAPE doivent cependant évaluer les répercussions appréhendées du projet sur les activités pratiquées par les peuples autochtones sur le territoire où le projet est susceptible d'être réalisé, ainsi que de vérifier l'efficacité des mesures d'atténuation proposées à leurs égards.

Consultation 2024-2025

Mandat confié au BAPE	Projet Horne 5 à Rouyn-Noranda par Ressources Falco Ltée
Représentant	Long Point First Nation
Nations représentées	ALGONQUINS
Objet	2 Séances publiques dans la communauté
Coûts	18 914 \$
Date	3 octobre 2024

Données au 31 janvier 2025

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES
SUR L'ENVIRONNEMENT

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
PAR LE DEUXIÈME GROUPE
DE L'OPPOSITION**

Secrétariat et direction générale de
l'administration et des communications

Mars 2025

ÉTUDE DES CREDITS 2025-2026

Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe de l'Opposition

Réponses du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

BAPE

Les questions suivantes **ont été répondues** aux annexes suivantes :

1.	Coût moyen d’une enquête du BAPE
2.	Nombre de projets pour lequel un mandat a été donné au BAPE en vertu de la LQE pour la dernière année écoulée
3.	Titre des projets et noms des promoteurs
4.	Nombre de séances d’audience publique et lieu des séances
5.	Nombre de mémoires oraux et écrits déposés pour chacun
6.	Fournir l’évolution du budget alloué au BAPE depuis l’an dernier, par secteur. Nommer les raisons de toute baisse de ce budget.
7.	Indiquer les mesures correspondant à une analyse différenciée des sexes (ADS) intégrées aux données pour la dernière année écoulée, ainsi que les mesures à venir.
8.	Filière batterie
9.	Documents internes détaillant les dépenses et le budget du BAPE pour les exercices 2023-2024 et 2024-2025
10.	Liste des projets soumis au BAPE dont les recommandations n’ont pas été suivies par le gouvernement depuis 2022
11.	Taux d’acceptation des projets industriels et énergétiques soumis au BAPE au cours des cinq dernières années

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Coût moyen d'une enquête du BAPE.

Type de mandat	Coût moyen
Audience publique	311 468
Consultation ciblée	150 169
Médiation	56 711

Données au 31 janvier 2025.

La moyenne est calculée selon le coût des mandats complétés et réalisé depuis 2022-2023. La moyenne inclus uniquement les coûts directs (rémunération et fonctionnement).

QUESTION PARTICULIÈRE N° 2
2^E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Nombre de projets pour lequel un mandat a été donné au BAPE en vertu de la LQE pour la dernière année écoulée.

Type de mandat	Nombre de mandats
Périodes d'information publique ¹	12
Mandats d'enquête et d'audience publique	8
Mandats de consultation ciblée ²	2
Mandat de médiation ³	1
Total	23

Lettres mandats reçues entre le 1^{er} avril 2024 et le 31 janvier 2025.

- 1 : inclus deux périodes d'information données au BAPE en vertu de la Loi concernant l'accélération de certains projets d'infrastructure (LCACPI)
2 : inclus un mandat donné en vertu de la LCACPI
3 : le mandat a été donné en vertu de la LCACPI

QUESTION PARTICULIÈRE N° 3
2^E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Titre des projets et nom des promoteurs

Titre des projets	Nom du promoteur
Période d’information publique	
Projet de reconstruction du pont Gédéon-Ouimet sur l'autoroute 15 entre Laval et Boisbriand (LCACPI)	Ministère des Transports du Québec
Projet de valorisation des matières dangereuses résiduelles à l'aide d'un procédé thermique de désorption thermique anaérobie à Contrecœur	Triumvirate Environmental
Projet de construction d'un pont au-dessus de la rivière Batiscan sur la route 138 (LCACPI)	Ministère des Transports du Québec
Programme décennal de dragage d'entretien au port de Gros-Cacouna	Société portuaire du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie
Projet éolien Des Neiges - Secteur Charlevoix	Société de projet BVH2, s.e.n.c.
Projet d'agrandissement du lieu d'enfouissement technique de Mont-Laurier	Régie intermunicipale des déchets de la Lièvre
Projet de parc éolien de la Madawaska	Parc éolien de la Madawaska S.E.C.
Projet de parc éolien de la Haute-Chaudière	Parc éolien de la Haute-Chaudière S.E.C.
Projet d'installation d'équipements de séparation de l'air sur le territoire du parc industriel et portuaire de Bécancour	Société du parc industriel et portuaire de Bécancour
Projet éolien Canton MacNider	Parc éolien Canton MacNider S.E.C.
Projet de modernisation du réseau électrique entre les postes Saraguay et Rockfield	Hydro-Québec
Projet du poste Hochelaga à 315-25 kV et ligne d'alimentation à 315 kV	Hydro-Québec
Mandats d’enquête et d’audience publique	
Projet de parc éolien Pohénégamook-Picard-Saint-Antonin-Wolastokuk dans les MRC de Kamouraska, Témiscouata et Rivière-du-Loup	Énergie éolienne PPAW s.e.c
Projet d'aménagement d'une cannebergière sur le territoire de la municipalité de Sainte-Anne-de-Sorel	Fruits des Îles inc.
Projet Horne 5 à Rouyn-Noranda par Ressources Falco Ltée	Ressources Falco Ltée
Projet de valorisation des matières dangereuses résiduelles à l'aide d'un procédé thermique de désorption thermique anaérobie à Contrecoeur	Triumvirate Environmental
Programme décennal de dragage d'entretien au port de Gros-Cacouna	Société portuaire du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie
Projet éolien Des Neiges - Secteur Charlevoix	Société de projet BVH2, s.e.n.c.
Projet d'agrandissement du lieu d'enfouissement technique de Mont-Laurier	Régie intermunicipale des déchets de la Lièvre
Projet de parc éolien de la Madawaska	Parc éolien de la Madawaska S.E.C.

Titre des projets	Nom du promoteur
Mandat de consultation ciblée	
Projet de reconstruction du pont Gédéon-Ouimet sur l'autoroute 15 entre Laval et Boisbriand (LCACPI)	Ministère des Transports du Québec
Projet de parc éolien de la Haute-Chaudière	Parc éolien de la Haute-Chaudière S.E.C.
Mandat de médiation	
Projet de construction d'un pont au-dessus de la rivière Batiscan sur la route 138 (LCACPI)	Ministère des Transports du Québec

Lettres mandats reçues entre le 1^{er} avril 2024 et le 31 janvier 2025

QUESTION PARTICULIÈRE N° 4
2^E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Nombre de séances d’audience publique et lieu des séances.

Titre des projets	Nombre de séances 2024-2025	Lieu des séances ⁽²⁾
Période d’information publique		
Projet d'aménagement d'une cannebergière sur le territoire de la municipalité de Sainte-Anne-de-Sorel	1 séance	Sainte-Anne-de-Sorel
Projet Horne 5 à Rouyn-Noranda par Ressources Falco Ltée ¹	1 séance	Rouyn-Noranda
Projet de reconstruction du pont Gédéon-Ouimet sur l'autoroute 15 entre Laval et Boisbriand (LCACPI)	1 séance	Laval
Projet de valorisation des matières dangereuses résiduelles à l'aide d'un procédé thermique de désorption thermique anaérobie à Contrecoeur	1 séance	Contrecoeur
Projet de construction d'un pont au-dessus de la rivière Batiscan sur la route 138 (LCACPI)	1 séance	Batiscan
Programme décennal de dragage d'entretien au port de Gros-Cacouna	1 séance	Cacouna
Projet éolien Des Neiges - Secteur Charlevoix	1 séance	Baie-Saint-Paul
Projet d'agrandissement du lieu d'enfouissement technique de Mont-Laurier	1 séance	Mont-Laurier
Projet de parc éolien de la Haute-Chaudière	1 séance	Frontenac
Projet d'installation d'équipements de séparation de l'air sur le territoire du parc industriel et portuaire de Bécancour	1 séance	Bécancour
Projet éolien Canton MacNider	1 séance	Saint-Damase
Mandats d'enquête et d’audience publique		
Programme décennal de dragage d'entretien au port de Gros-Cacouna	1 ^{ère} partie : 2 séances	Rivière-du-Loup
	2 ^e partie : 1 séance	
Projet d'aménagement d'une cannebergière sur le territoire de la municipalité de Sainte-Anne-de-Sorel	1 ^{ère} partie : 3 séances	Sainte-Anne-de-Sorel
	2 ^e partie : 1 séance	
Projet de parc éolien Pohénégamook-Picard-Saint-Antonin-Wolastokuk dans les MRC de Kamouraska, Témiscouata et Rivière-du-Loup	1 ^{ère} partie : 3 séances	Rivière-du-Loup
	2 ^e partie : 2 séances	
Projet de valorisation des matières dangereuses résiduelles à l'aide d'un procédé thermique de désorption thermique anaérobie à Contrecoeur	1 ^{ère} partie : 3 séances	Contrecoeur
	2 ^e partie : 1 séance	
Projet éolien Des Neiges - Secteur Charlevoix	1 ^{ère} partie : 3 séances	Baie-Saint-Paul
	2 ^e partie : en février	

Titre des projets	Nombre de séances 2024-2025	Lieu des séances ⁽²⁾
Projet Horne 5 à Rouyn-Noranda par Ressources Falco Ltée	1 ^{ère} partie : 5 séances	Rouyn-Noranda
	2 ^e partie : 5 séances	
	1 ^{ère} /2 ^e partie : 2 séances	Winneway
Projet de création du parc national des Dunes-de-Tadoussac ¹ (LP)	1 ^{ère} partie : 3 séances	Tadoussac
	2 ^e partie : 3 séances	
Mandat de consultation ciblée		
Projet de reconstruction du pont Gédéon-Ouimet sur l'autoroute 15 entre Laval et Boisbriand (LCACPI)	1 séance	Laval

Séances entre le 1^{er} avril 2024 et le 31 janvier 2025

- 1. Lettres mandat reçues en 2023-2024.
- 2. Les séances publiques sont également disponibles en webdiffusion.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 5
2^E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Nombre de mémoires oraux et écrits déposés pour chacun.

Titre des projets	Mémoires oraux	Mémoires écrits	Commentaires	Images commentées
Mandats d'enquête et d'audience publique				
Programme décennal de dragage d'entretien au port de Gros-Cacouna	1	8	1	
Projet d'aménagement d'une cannebergière sur le territoire de la municipalité de Sainte-Anne-de-Sorel	1	7	4	1
Projet de parc éolien Pohénégamook-Picard-Saint-Antonin-Wolastokuk dans les MRC de Kamouraska, Témiscouata et Rivière-du-Loup	4	22	4	
Projet de valorisation des matières dangereuses résiduelles à l'aide d'un procédé thermique de désorption thermique anaérobie à Contrecoeur		7		
Projet Horne 5 à Rouyn-Noranda par Ressources Falco Ltée	7	96	4	
Projet de création du parc national des Dunes-de-Tadoussac (LP)	6	116	60	12
Mandat de consultation ciblée				
Projet de reconstruction du pont Gédéon-Ouimet sur l'autoroute 15 entre Laval et Boisbriand (LCACPI)	3	2	1	

Mémoires reçus entre le 1^{er} avril 2024 et le 31 janvier 2025

QUESTION PARTICULIÈRE N° 6
2^E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Fournir l'évolution du budget alloué au BAPE depuis l'an dernier, par secteur. Nommer les raisons de toute baisse de ce budget.

	2024-2025	2023-2024
Rémunération	6 799,6	6 662,4
Fonctionnement	1 865,0	1 765,0
Investissement	82,6	88,3
Amortissement	28,3	28,3
Total des crédits autorisés	8 718,9	8 487,4

QUESTION PARTICULIÈRE N° 7
2^E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Indiquer les mesures correspondant à une analyse différenciée des sexes (ADS) intégrées aux données pour la dernière année écoulée, ainsi que les mesures à venir.

Chaque projet soumis au BAPE pour examen public par le ministre responsable de l'Environnement est évalué selon une démarche systématique d'analyse qui comprend une intégration du développement durable. Celle-ci est supportée par des outils tels que le guide de cadrage et d'intégration des principes de développement durable ainsi que les fiches d'interprétation pour chacun des principes. Récemment, ces fiches ont été revues afin d'y intégrer la dimension ADS+ ainsi que les 17 objectifs de développement durable des Nations unies. Notons que ces documents sont publics et disponibles sur le site web du BAPE.

De plus, les commissions d'enquête, lors de la phase de questionnement sur des projets soumis pour examen public, intègrent la dimension ADS+ si elles ont des raisons de croire que le projet peut comporter des enjeux à impacts différents selon les sexes.

Notons par ailleurs que la dernière trousse pédagogique produite par le BAPE portant sur un projet minier contient une étude d'impact fictive qui a été réalisée en intégrant l'analyse différenciée selon les sexes (ADS+).

QUESTION PARTICULIÈRE N° 8
2^E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Filière batterie

- a. État de situation de la filière batterie et des évaluations du BAPE ;**
- b. Fournir les analyses effectuées sur des projets de la filière batterie ;**
- c. Rapport de conformité du projet avec les réglementations environnementales ;**
- d. Études d'évaluation d'impact des installations sur la biodiversité locale et mesures de compensation ;**

Le BAPE ne s'est vu confier aucun dossier relatif à la filière batterie. Par conséquent, aucune étude et travaux relatifs à ce sujet.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Documents internes détaillant les dépenses et le budget du BAPE pour les exercices 2023-2024 et 2024-2025

	2024-2025		2023-2024	
	Budget	Réel au 31 jan 2025	Budget	Réel au 31 mars 2024
Rémunération	6 799 600	5 261 428	6 662 400	4 749 102
Fonctionnement				
Loyer	347 792	306 328	342 450	342 529
Frais généraux	250 000	96 398	200 000	168 902
Téléphonie / téléphonie mobile	40 000	33 637	51 183	48 152
Informatique	383 000	130 671	460 000	220 230
Formation	30 000	18 762	30 000	16 406
Courrier gouvernemental	5 000	2 598	8 000	1 882
Photocopieurs	10 000	3 506	12 000	3 844
Périodes d'information publique	30 000	53 023	30 000	24 161
Audience/consultation ciblée /médiation	735 178	345 616	539 337	255 094
Frais de fonction - Président	2 415	156	2 415	56
Frais de fonction - Vice-Président	2 415	21	2 415	-
Frais de fonction - autres	900	143	900	151
Investissement				
Immobilisations- Autres	20 000	-	20 000	-
Immobilisations - RI	62 600	16 233	68 300	49 900
Amortissement*				
Amortissement autres	800	36 981	800	44 041
Amortissement RI	27 500	66 084	27 500	74 944

* Le budget d'amortissement correspond au budget octroyé, l'ajustement en cours d'année vient réduire le budget de fonctionnement.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

**Liste des projets soumis au BAPE dont les recommandations n'ont pas été suivies
par le gouvernement depuis 2022**

Le BAPE ne tient pas de registre de la prise en compte de ses avis par le conseil des ministres.
Le mandat du BAPE se termine à la remise du rapport au ministre.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 11
2^E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Taux d'acceptation des projets industriels et énergétiques soumis au BAPE au cours des cinq dernières années.

Le BAPE ne tient pas de registre à cet égard. C'est le ministère de l'Environnement qui est responsable du suivi des projets industriels et énergétiques dans le cadre de la procédure environnementale.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES
SUR L'ENVIRONNEMENT

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
PAR LE TROISIÈME GROUPE
DE L'OPPOSITION**

Secrétariat et direction générale de
l'administration et des communications

Mars 2025

ÉTUDE DES CREDITS 2025-2026

Demande de renseignements particuliers du troisième groupe de l'Opposition

Réponses du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

BAPE

Les questions suivantes **ont été répondues** aux annexes suivantes :

12.	Budgets régionaux
13.	Comités interministériels et autres
14.	Communautés autochtones

QUESTION PARTICULIÈRE N° 12
3^E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Indiquer l'évolution des budgets régionaux ou dévolus aux bureaux régionaux du ministère et ses organismes en 2024-2025.

Se référer à la réponse 18 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 13
3^E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Indiquer la liste de tous les comités interministériels, comités directeurs, comités de suivi, comités conjoints, comités-conseils, comités consultatifs, comités de vigilance et autres comités ou groupes de travail auxquels ont participé le ministère et ses organismes en 2024-2025. Indiquer, pour chacun :

- a) le mandat ;**
- b) la liste des membres (incluant les membres externes, observateurs ou provisoires);**
- c) les rencontres tenues en 2024-2025;**
- d) les résultats détaillés des rencontres tenues en 2024-2025;**
- e) les rencontres prévues en 2025-2026 avec l'objet et l'échéancier.**

Se référer à la réponse 19 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 14
3^E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Indiquer la liste des consultations menées par le ministère et ses organismes auprès des communautés autochtones en 2024-2025. Ventiler par sous-ministériat et par organisme et indiquer, pour chacun :

- a) l'objet des consultations;**
- b) le moyen utilisé;**
- c) les dates des rencontres;**
- d) les communautés et les personnes consultées;**
- e) les résultats des consultations;**
- f) les montants afférents;**
- g) les rencontres à venir au cours de l'exercice financier 2025-2026.**

Se référer à la réponse 21 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.